Enabel

Rapport de résultats 2020

Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale au niveau de la région de Koulikoro (MLI1604811),

MALI

Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

1 ACRONYMES 5

2 APERÇU DE L'INTERVENTION 7

2.1 FICHE D'INTERVENTION 7

2.2 AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE 8

1.1.1 Pertinence 8

1.1.2 Efficacité 8

1.1.3 Efficience 9

1.1.4 Durabilité potentielle 9

1.1.5 Conclusions 10

3 SUIVI DES RESULTATS 12

3.1 EVOLUTION DU CONTEXTE 12

3.1.1 Contexte général et institutionnel 12

3.1.2 Contexte de gestion 13

3.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 15

3.2.1 Progrès des indicateurs 15

3.2.2 Analyse des progrès réalisés 15

3.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 17

3.3.1 Progrès des indicateurs 17

3.3.2 État d'avancement des principales activités 18

3.3.3 Analyse des progrès réalisés 18

3.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 21

3.4.1 Progrès des indicateurs 21

3.4.2 État d'avancement des principales activités 21

3.4.3 Analyse des progrès réalisés 22

3.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 24

3.5.1 Progrès des indicateurs 24

3.5.2 État d'avancement des principales activités 24

3.5.3 Analyse des progrès réalisés 25

PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 27

3.5.4 Progrès des indicateurs 27

3.5.5 État d'avancement des principales activités *28*
3.5.6 Analyse des progrès réalisés *29*
3.6 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 32
3.6.1 Progrès des indicateurs *32*
3.6.2 État d'avancement des principales activités *32*
3.6.3 Analyse des progrès réalisés *33*
4 SUIVI BUDGETAIRE 37
5 RISQUES ET PROBLEMES 38
6 SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES 44
6.1 AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE 45
6.2 AVEC LES PROJETS POUR TIERS 46
6.3 AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES 46
7 THEMES TRANSVERSAUX 46
7.1 ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE 46
7.2 GENRE 47
7.3 DIGITALISATION 48
7.4 EMPLOIS DECENTS 48
8 LEÇONS APPRISES 49
8.1 LES SUCCES 49
8.2 LES DEFIS 50
8.3 QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE 51
8.4 SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES 51
9 PILOTAGE 52
9.1 MODIFICATIONS APPORTEES A L'INTERVENTION 52
9.2 DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI 54
9.3 REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES 57
9.4 RECOMMANDATIONS 57
10 ANNEXES 59
10.1 CRITERES DE QUALITE 59
10.2 CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR 64
10.3 FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL) 64
10.4 APERÇU DES MORE RESULTS 65

10.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 65

10.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION..... 65

1 Acronymes

Dresser la liste de tous les acronymes utilisés dans le Rapport des résultats (classement alphabétique ; voir exemples ci-dessous)[1]

ADR	Agence de Développement Régional
AEDD	Agence de l'Environnement pour le Développement Durable
APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi Jeunes
AREPK	Appui au Renforcement de l'Elevage et de l'Economie Pastorale dans la Région de Koulikoro
BAB	Banque d'Aliment Bétail
CAECE	Caisse des associations d'épargne et de crédit des entrepreneurs et des commerçants
CEDI	Croissance Economique Durable et Inclusive
CFA	Communauté Française d'Afrique
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CREDD	Cadre Relance Economique et le Développement Durable
CT	Collectivités Territoriales
CVR	Cabinet Vétérinaire Rural
DNPIA	Direction Nationale des Productions et des Industries Animales
DEV	Développement
DREF	Direction Régionale des Eaux et Forets
DRPFEF	Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille
DRPIA	Direction Régionale des Productions et des Industries Animales
DRSV	Direction Régionale des Services Vétérinaires
DTF	Dossier Technique et Financier
ENABEL	Agence belge de développement
ES	Eleveur Sélectionneur
FIN	Financier
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
HA	Hectare
H/F	Homme/Femme
ICD	Initiative Conseils et Développement
IMF	Institution de Micro Finance
IRC	Intervention Renforcement des Capacités
LOA	Loi d'Orientation Agricole
LMIS	Livestock Market Information System
LPD	Politique de Développement Agricole
M&E	Monitoring et évaluation
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
NTIC	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
ODYSSEE	Observation des Dynamiques Sociales et Spatiales des Expertises Endogènes
OMA	Observatoire des Marchés Agricoles
OP	Organisation Paysanne
OPS	Opérationnelle
ONG	Organisations Non Gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PAI-SEP	Projet d'Appui Institutionnel aux Secteurs Elevage et Pêche
PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PDIRAAM	Programme de Développement Intégré des Ressources Animales et Aquacoles au Mali
PNDE	Politique Nationale de Développement de l'Elevage
PNISA	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PPCB	Péri Pneumonie Contagieuse Bovine
PPR	Peste des Petits Ruminants
PRAPS	PROJET Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
PRODEZEM	Projet d'Appui au Développement de l'Elevage du Zébu Maure
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
QGIS	Geographic Information System

[1] Ne pas oublier d'effacer toutes les instructions en italique qui se trouvent dans ce canevas.

RR	Représentation Résidente
SISEP	Système d'Information pour les Sous-secteurs Elevage et Pêche
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SLPIA	Service Local des Productions et des Industries Animales
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UAPIA	Unités d'Appui aux Productions et aux Industries Animales
VSF-B	Vétérinaire Sans Frontières Belgique

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Renforcement de l'élevage et de l'économie pastorale au niveau de la Région de Koulikoro
Code de l'intervention	MLI1604811
Localisation	Région de Koulikoro
Budget total	7,5 M €
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Date de début de la Convention spécifique	Le 13 septembre 2017
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	Le 13 mars 2018
Date prévue de fin d'exécution	Le 12 septembre 2021
Date de fin de la Convention spécifique	Le 12 septembre 2022
Groupes cibles	Populations pastorales et agropastorales ; Associations d'éleveurs et interprofessions du domaine de l'élevage ; Collectivités Territoriales ; Services techniques déconcentrés ; Chambre d'Agriculture et ses démembrements.
Impact2	Les activités de l'élevage favorisant l'entrepreneuriat agricole et la création d'emplois pour les femmes et les hommes sont renforcées dans la Région de Koulikoro
Outcome	L'offre de services aux éleveurs pastoraux et agropastoraux (hommes et femmes) est durablement renforcée grâce à des partenariats bien compris entre les associations d'éleveurs, les collectivités, les services techniques et les opérateurs privés.
Outputs	Résultat 1 : Le rôle social et l'importance économique de l'élevage sont davantage pris en compte dans les stratégies de développement économique territorial
	Résultat 2 : Les capacités des principaux acteurs et actrices intervenant dans le domaine de l'élevage sont améliorées.
	Résultat 3 : La gestion collective des infrastructures de production, de transformation et de commercialisation est améliorée au profit des citoyennes et des citoyens
	Résultat 4 : Les conditions de mise en marché des produits d'élevage, au travers de chaînes de valeur créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, sont améliorées
	Résultat 5 : Un programme de recherche-action permet de développer des innovations et de capitaliser les expériences
Année couverte par le rapport	2020

[2] L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	**A**

L'intervention s'inscrit pleinement dans la vision du Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (MEP) qui voudrait augmenter les productions animales compétitives tout en assurant la promotion de la création d'emplois agricoles. Elle est en phase avec les documents de politique et stratégies des sous-secteurs de l'élevage et de la pêche notamment : (i) Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD), (ii) La Loi d'Orientation Agricole (LOA), (iii) La Politique de Développement Agricole (PDA), (iv) le Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA), (v) la Politique Nationale de Développement de l'Elevage (PNDE) et (vi) la Charte Pastorale.

Au niveau local, l'intervention est en cohérence avec la stratégie de développement économique régional de Koulikoro qui vise à assurer la relance de l'économie régionale en appuyant l'ensemble des intervenants et acteurs territoriaux, tant privés que publics, à s'investir davantage et de manière plus efficace dans le développement économique de leur région.

Un des grands axes stratégiques du Conseil Régional voudrait impulser le développement des filières agricoles porteuses afin d'assurer la sécurité alimentaire et favoriser l'émergence d'une vocation agro-industrielle. Au niveau de la région de Koulikoro, l'élevage figure parmi les filières les plus porteuses et contribue annuellement pour environ 152 milliards de francs CFA à l'économie régionale.

1.1.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	**A**

En droite ligne de l'application de la Charte pastorale, les éleveurs s'organisent en structures professionnelles spécifiques autour des infrastructures structurantes (périmètres pastoraux, des banques d'aliment bétail, parcs de vaccination etc.). Par le biais des collectivités territoriales, des services techniques, de la chambre d'agriculture et d'autres structures d'encadrement partenaires (VSF-B et ICRAF), l'intervention facilite l'encadrement et l'appui/conseil à ces organisations d'éleveurs afin que ces infrastructures offrent des services de proximité durables.

Dans un élan de concentration des ressources sur des actions porteuses à même de jouer le rôle de levier économique au sein des ménages, l'intervention a ciblé quatre chaines de valeur des filières animales à promouvoir : viande rouge, bovin sur pied, ovin embouché et lait transformé.

A cet effet, en partenariat avec la CRA, un processus d'élaboration d'un répertoire des OP est en cours dans les espaces économiques partagés des 4 cercles d'intervention. Aussi, une recherche action participative a noué un lien d'affaires entre deux OP d'embouche bovine du cercle de Dioila avec une PME de la transformation, commercialisation de la viande rouge. Par ailleurs, une approche champ-école paysan

en embouche est promue à la satisfaction des éleveurs qui déclarent avoir réduit les coûts de production tout en améliorant la qualité des produits et leur marge bénéficiaire.

Pour soutenir la promotion de ces chaines de valeur, des investissements structurants sont en cours de mise en place dans les quatre cercles. Pour une cohérence d'action, les CT assurent la maîtrise d'ouvrage locale ; tandis que les services techniques s'impliquent activement dans le dispositif d'appui/conseil.

1.1.3 Efficience

	Performance
Efficience	**B**

Malgré un début d'année difficile marqué par l'arrivée de la pandémie à covid-19, la mise en œuvre de l'intervention a pris de la vitesse au cours de cette année 2020. A cet effet, on note l'intégration des actions de l'intervention dans les plans et stratégies de développement locaux des communes, la finalisation de toutes les études de faisabilité pour la mise en place des infrastructures de mise en marché du bétail et des produits animaux ainsi que des plateformes multifonctionnelles pour les femmes rurales. Aussi, 20 chantiers de réhabilitation et/ou de construction de nouvelles infrastructures ont démarré.

En outre, tous les partenaires de mise en œuvre se sont déployés sur le terrain selon des cadres spécifiques (4 conventions de subsides et 9 accords de partenariats) et ont acquis des résultats qui concourent à l'atteinte de l'objectif spécifique. Il faut souligner que ces partenaires de mise en œuvre se sont révélés très dynamiques et ont développé parfois des synergies sur le terrain.

Le taux d'exécution de la planification initiale 2020 a atteint 94%, classant l'intervention dans une situation de très bonne mise en œuvre pour cette année.

Cependant, certaines entreprises prestataires de travaux se montrent peu performantes et accusent des retards ; ce qui retarde ainsi la mise à disposition de ces infrastructures aux bénéficiaires finaux.

Le taux d'absorption budgétaire globale de 51% est jugée modeste au regard du budget de l'intervention et de sa durée. Au terme de sa période de mise en œuvre, l'intervention risque d'afficher un solde budgétaire significatif.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	**B**

Dans sa mise en œuvre, l'intervention s'appuie sur les services déconcentrés, chacun selon ses missions régaliennes. Cet appui constitue également un renforcement des capacités de déploiement sur le terrain de ces services pour un appui/conseil plus efficace aux populations et aux collectivités territoriales.

Par ailleurs, l'intervention s'adosse aussi sur des ONG et autres structures spécialisées pour la conduite d'actions spécifiques (VSF-B, ODYSSEE, APEJ et ICRAF). Ces actions voudraient soutenir, à travers un processus de professionnalisation des acteurs, la

promotion des chaines de valeur porteuses du domaine de l'élevage et la création d'emplois durables.

En particulier, la convention de subside avec ICRAF implémente les cultures fourragères en zone agropastorale afin d'améliorer la qualité des fourrages, base de l'alimentation animale tout en renforçant les capacités des éleveurs.

Le processus de recrutement d'une ONG locale pour assurer l'intermédiation sociale autour des investissements structurants a connu une avancée significative ; une convention de subside ad hoc est prête pour signature. Cette action poursuit la mise en cohérence des investissements structurants avec le cadre légal et un renforcement des capacités des collectivités et des organisations des usagers pour une gestion durable.

Une intervention transversale du programme est dédiée au renforcement des capacités techniques, organisationnelles et professionnelles individuelles des agents des services déconcentrés et de la société civile. Après un processus de diagnostic et de priorisation des domaines de renforcement des capacités de chaque partenaire, cette intervention poursuit des sessions de formations dont les résultats sont appréciés pour leur contribution à l'amélioration des performances des apprenants et des services.

1.1.5 Conclusions

Au cours de la période sous revue, la mise en œuvre de l'intervention peut se résumer aux points essentiels suivants :

- L'intervention demeure pertinente et cohérente avec les politiques et stratégies de développement du Mali et de la Belgique, des missions des structures partenaires et aspirations des populations bénéficiaires.
- Les résultats acquis permettront d'atteindre l'objectif spécifique comme en témoignent les récits des participants aux ateliers d'auto-évaluation organisés en juin 2020. En outre, les chaines de valeur promues commencent à créer des emplois ruraux en particulier pour les jeunes (ateliers d'embouches, cabinets vétérinaires privés programme de sélection) et les femmes (collecte, transformation et commercialisation du lait).
- Un cluster de la chaine de valeur viande bovine est mis en place sur base d'un modèle d'affaire de 100 têtes de bétail à livrer par mois par des organisations professionnelles d'éleveurs à une PME de transformation de la viande. Il est prévu une montée en puissance de cette production à 300 têtes par mois en phase de croisière
- Les collectivités territoriales assurent la maîtrise d'ouvrage ; tandis que les services techniques assurent un appui/conseil sur des thématiques spécifiques. L'accompagnement des collectivités et des organisations des infrastructures communautaires d'élevage permettra une gestion durable et cohérente avec les textes légaux.
- L'intervention a enregistré de très bonnes performances financières en 2020 (taux de réalisation de 94%) ; cependant soin efficience globale demeure encore faible (taux d'absorption globale de 51%). Une amélioration dans le suivi de l'exécution des marchés publics améliorerait son efficience. Faut-il le noter, les retards dans son démarrage, l'insécurité sur le terrain et le covid-19 sont aussi des facteurs contributifs à cette faible efficience.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Alpha Gouro DIALL	Jean MBAYAHAGA

3 Suivi des résultats3

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Au niveau national, le contexte sécuritaire continue à se dégrader avec une augmentation d'attaques terroristes dans le centre du pays et plus particulièrement aux frontières avec les pays voisins du Nord (la Mauritanie) et de l'Est (Burkina Faso et Niger) et au Centre où sévissent les rivalités intercommunautaires.

Au cours de la période sous revue, des localités, majoritairement situées dans la partie septentrionale de la région de Koulikoro ont connu des attaques à mains armées rendant persistant un climat de psychose d'insécurité. Certains axes routiers subissent des bracages de véhicules de transport et/ou de services; l'axe Kolokani-Nara en est le plus concerné.

D'une manière générale, l'administration publique est en place, sauf dans quelques localités où les groupes terroristes s'attaquent aux symboles de l'Etat central et les écoles publiques. Il s'agit des communes à l'Est du cercle de Banamba (communes de Sebete et Toubacoro) et à l'Est du cercle de Nara (commune de Guiré).

Faut-il le souligner, l'environnement institutionnel a été aussi marqué par l'instabilité politique avec comme point culminant les mouvements sociaux qui ont conduit au Coup d'Etat du 18 Août 2020 ; un Gouvernement de Transition a été mis en place grâce à l'intermédiation des Etats de la CEDEAO.

Les mouvements sociaux se sont poursuis sous forme de grèves des différents corps professionnels avec des revendications diverses. C'est ainsi qu'on y retrouve le corps des administrateurs civils sensés représentés l'Etat au sein des institutions publiques.

Malgré ce contexte peu luisant, d'une manière générale, l'administration, les collectivités territoriales et tous les services déconcentrés et chambres consulaires ont poursuivi leurs missions régaliennes et ont facilité la mise en oeuvre des programmes et projets de développement en cours notamment à travers la tenue des cadres de concertations à différents niveaux. Il faut noter que ce sont ces cadres de concertation qui donnent des orientations stratégiques du développement local.

Le contexte général a été aussi marqué par la pandémie Covid-19 à fort impact sur les conditions socio-économiques des ménages ruraux vulnérables anéantissant ainsi des progrès enregistrés dans l'amélioration des moyens de subsistances de ces derniers ainsi que leurs stratégies de vie et de survie. Par ailleurs cette pandémie a affecté les activités de renforcement des capacités à cause des mesures administratives d'interdiction des regroupements humains importants dans le cadre des mesures de riposte (à covid-19).

Les interventions du programme bilatéral belge ont fait preuve d'agilité et ont adopté un processus d'échange d'informations avec les autorités locales pour adapter les conditions d'exécution des missions de terrain au contexte sécuritaire des localités concernées. Ainsi, la poursuite de l'offre de services aux citoyens par les projets et programmes de développement, les services déconcentrés, les chambres consulaires et les organisations de la société civile participe au raffermissement de la quiétude de la population. C'est à ce titre que les interventions de la Belgique sont saluées par les plus Hautes Autorités de la région pour leur constance dans le temps et dans l'espace au service des populations.

---

[3] « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

L'année 2020 a été aussi marquée par des évolutions stratégiques majeures au Mali et en Belgique : CREDD, Programmation Conjointe de l'Union Européenne, Lettre de Déclaration de Politique de la nouvelle Ministre de la Coopération au Développement, publication de la note d'orientation stratégique 2030 d'Enabel etc.

3.1.2 Contexte de gestion

Un intervention manager codirige la mise en œuvre de l'intervention au côté de son homologue responsable national affecté par le Ministère de l'Elevage et de la Pêche.

Etant exécuté au niveau régional, la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics pour les dossiers en cogestion est gérée par l'instance régionale ; et la réalisation des investissements structurants sur le terrain emprunte la voie de la maitrise d'ouvrage communale.

Dans la mise en œuvre, les collectivités territoriales et les groupes cibles participent au processus d'identification des besoins et au suivi des réalisations au travers d'une ingénierie sociale adaptée qui prend en compte les contributions des bénéficiaires finaux.

Enabel a entamé un processus d'allégement des procédures de gestion financière et administrative, leur incidence commence à améliorer la mise en œuvre de l'intervention. A cet effet, on peut dire que l'application PILOT allège le rapportage nararatif trimestriel ; tendis que UBW permet un suivi budgétaire permanent. Ce dernier permet le suivi des engagements de l'intervention et par ricochet, sa mise mise en œuvre.

Au cours de la période sous révue, l'intervention a signé les cadres de partenariat avec les services techniques déconcentrés (DRPIA, DRSV, DREF, DRPFEF), l'ADR, l'AEDD et la CRA et quatre conventions de subside avec le Groupe ODYSSEE, VSF-B, APEJ et ICRAF ; chaque structure dans son domaine spécifique.

Alors que dans le cadre d'une convention de subside, la gestion financière est déléguée à la structure bénéficiaire ; pour les cadres de partenariat, l'intervention garde la maîtrise de la gestion financière.

La coordination du programme bilatéral a facilité la mise en œuvre des procédures de passation des marchés publics en organisant, en mars et avril 2019, respectivement (i) un atelier conjoint à toutes ses interventions sur l'identification des marchés publics inclus dans les DTF respectifs et l'élaboration des termes de référence y relatifs et (ii) une formation sur les pocédures de passation des marchés publics de droit malien.

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Après un processus d'analyse organisationnelle conduite par une mission externe ad hoc, après approbation du siège de Enabel, l'intervention a conclu quatre conventions de subside qui visent l'atteinte de résultats dans les domaines ci-après :

- Convention de subside conclue avec le Groupe ODYSSEE, le 01 janvier 2019 pour appréhender l'économie politique de l'élevage et les conditions d'amélioration de la gestion déléguée des infrastructures publiques d'élevage ;
- Convention de subside conclue avec VSF-B/ICD, le 01 avril 2019 pour deux actions qui visent une amélioration (i) de la collecte, transformation et commercialisation du lait et (ii) de la couverture sanitaire du bétail ;
- Convention de subside conclue avec APEJ, le 01 avril 2019 pour promouvoir l'entrepreneuriat agropastoral dans les filières d'élevage.
- Convention de subside conclue avec ICRAF, le 24 juin 2020 pour une recherche/action/formation sur l'agriculture climato-intelligente, agroforesterie et promotion des cultures fourragères.

Les cadres de partenariat cités ci-haut et les conventions de subsides renforcent l'appropriation des actions de l'intervention par ses partenaires de mise en œuvre,

augmentent le nombre d'intervenants sur le terrain et potentialisent la durabilité des actions sur le terrain.

Les plus importans marchés publics signés au cours de la période sous revue sont :

- Marché de service pour la conduite des études de faisabilité pour le balisage de la piste à bétail Nara-Banamba-Katidraal.
- Marché des travaux pour le balisage de la piste à bétail Nara-Banamba-Kati draal et mise en place de trois systèmes d'hydraulique pastoral.
- Marché de service pour la conduite des études de pour le balisage et immatriculatrion de 07 périmètres pastoraux.
- Marché des travaux pour le balisage de 07 périmètres pastoraux.
- Marché des travaux pour la réhabilitation d'infrasstructures de mise en marché du bétail et des produits animaux (marchés à bétail avec ajout de box pour petits ruminants, aires d'abattages et aires de séchage de cuirs et peaux).
- Marché des travaux pour la construction d'un complexe de marché à bétail couplé avec une aire d'abattage améliorée pour la commune urbaine de Koulikoro et un marché à bétail pour la commune rurale de Massantola.
- Marché de travaux pour la construction de 11 banques d'aliment bétail.

Une collaboration active entre le Bureau ACK international et AREPK a déjà permis le démarrage d'un cluster sur la chaine de valeur viande bovine et l'identification d'un cluster lait transformé. Pour le premier il s'agit d'une mise en relation d'affaires win-win entre deux organisations de producteurs de bovins embouchés (agrégés) du cercle de Fana/Dioila et la PME DISNEPAL qui fait de la trasnformation de la viande.

Tous ces travaux et études contribuent de manière significative à la promotion des chaines de valeur des filières animales.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Au cours de la période sous revue, les modalités opérationnelles de l'intervention sont restées d'application.

La demande des PTF's qui était intervenue en novembre 2019 pour une mise en pratique d'un Protocole d'accord sur l'harmonisation des coûts locaux appliqués au personnel local et de son annexe a été suspendue favorisant ainsi le redéploiment des services partenaires sur le terrain.

Par ailleurs, une directive de Enabel intervenue en mai 2020 a permis une amélioration sensible de la grille salariale et des perdiems du personnel.

3.2 Performance de l'outcome

3.2.1 Progrès des indicateurs4

Outcome[5] : L'offre de services aux éleveurs pastoraux et agropastoraux (hommes et femmes) est durablement renforcée grâce à des partenariats bien compris entre les associations d'éleveurs, les collectivités, les services techniques et les opérateurs privés					
Indicateurs/marqueurs de progrès[6]	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Taux de satisfaction des pasteurs (H/F) par rapport aux services rendus (BAB, CVR, Marché à bétail, Centre de collecte de lait)	ND	56%	63%	50%	60%
Taux de satisfaction des agropasteurs (H/F) par rapport aux services rendus (BAB, CVR, Marché à bétail, Centre de collecte de lait)	ND	33%	36%	50%	60%
Taux d'épargne monétaire des revenus des ménages en pastorale	36%	57%	65%	50%	55%
Taux d'épargne monétaire des revenus des ménages en agropastorale	ND	60%	63%	25%	30%
Taux d'augmentation des productions de viandes	18%	ND	22.03% (DRPIA)	20%	23%
Taux d'augmentation des productions de lait	10%	ND	5%(DRPIA)	12%	15%

Les données relatives aux taux de satisfaction des pasteurs et agropasteurs par rapport aux différents services rendus par les infrastructures d'élevage sont collectées à travers des enquêtes MARP (Méthode Accélérée de Recherche Participative).

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Dans l'ensemble, la zone de couverture de l'intervention demeure encore déficitaire en infrastructures communautaires du domaine de l'élevage. Dès lors, il est aisé de comprendre que les besoins sont encore énormes. Cette situation s'explique par la faiblesse de l'investissement en faveur de l'élevage de la part de l'Etat et de ses partenaires et la faiblesse de l'organisation des acteurs des chaines de valeur des filières animales malgré que les communes reconnaissent l'élevage comme une source importante de rentrée fiscale.

Par rapport à la zone agropastorale, la zone pastorale (cercle de Nara) est relativement mieux pourvue suite à diverses interventions antérieures de l'Etat et différents

---

[4] *Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles - interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).*

[5] *Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).*

[6] *Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)*

partenaires dont le Royaume de la Belgique à travers Enabel (PRODEZEM). Il faut souligner que le cercle de Nara compte, une dizaine de périmètres pastoraux, 6 centres de collecte de lait et 11 banques d'aliment bétail (BAB) construites en matériaux durables alors que les autres cercles n'en comptent que deux seulement.

Au cours de cette année 2020, l'intervention a contribué à augmenter significativement le maillage des parcs de vaccination et de commercialisation du bétail dans le cercle de Nara par la construction de 10 parcs polyvalents autour de 5 périmètres pastoraux et 5 CVR. Aussi, le projet a appuyé les gestionnaires des infrastructures (périmètres pastoraux, banques d'aliment bétail et centres de collecte de lait) à améliorer la gouvernance à travers plusieurs actions notamment l'élaboration des bilans annuels des et des plans d'actions. A travers VSF-B/ICD, les cabinets vétérinaires et les centres de collectes du lait ont connu des appuis pour une amélioration significative de leur management et rayon d'action.

L'évaluation du taux de satisfaction des éleveurs par rapport aux services rendus par les infrastructures a concerné les Marchés à Bétail (MB), les Banques d'Aliment Bétail (BAB), les Centres de Collecte de Lait (CCL), les Cabinets Vétérinaires Ruraux (CVR) et les Périmètres Pastoraux (PP).

En 2020, le taux moyen de satisfaction des pasteurs par rapport aux services rendus par ces infrastructures est de 63% contre 56% en 2019. La cible attendue en 2020 était de 50%. En zone agropastorale, moins pourvue en infrastructures, il est de 36% contre 33% en 2019 pour une cible attendue de 50%. Par rapport à 2019, on note une hausse des taux moyens de satisfaction des pasteurs et des agropasteurs par rapport aux services rendus par les infrastructures. Cette légère hausse constatée peut s'expliquer par l'appui du projet aux gestionnaires de ces infrastructures à l'amélioration de la gouvernance.

Malgré cette hausse relative, globalement l'offre de services des infrastructures communautaires d'élevage demeure faible au regard des attentes des éleveurs.

Avec l'appui technique de l'ADR et de la CRA, l'intervention s'est attelée à (i) l'intégration des investissements structurants dans les plans de développement communaux (PDESC) des communes, (ii) la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage locale et (iii) l'implémentation du principe de la gestion déléguée aux usagers des infrastructures ainsi (iv) qu'à l'organisation/structuration des organisations des usagers en harmonie avec les textes réglementaires (dont la Charte pastorale et le Décret fixant les détails de transfert de l'Etat aux Collectivités territoriales et la délégation de la gestion aux organisations des usagers des infrastructures). Ce sont ces actions qui commencent à porter fruit tant en zone pastorale qu'en zone agropastorale.

Aussi, les missions de sensibilisation de l'intervention amènent les éleveurs pastoraux à mieux connaître le rôle des infrastructures et commencent à recourir aux services qu'elles offrent. C'est le cas des marchés à bétail avec un taux de satisfaction de 82% en 2020 contre 67% en 2019, les cabinets vétérinaires ruraux (85% contre 87% en 2019), les centres de collecte de lait (55% contre 42% en 2019) et les périmètres pastoraux (52% contre 32% en 2019).

Par contre, le cas des banques d'aliment bétail du cercle de Nara avec un taux de satisfaction de 42% en 2020 contre 52% en 2019 devient préoccupant. Au cours de cette année 2020, très peu de BAB ont renouvelé leurs stocks. Leur structure de coordination ne parvient plus à canaliser les éleveurs pour des commandes groupées et les fonds connaissent des pertes pour des causes diverses liées à la gestion.

En zone agropastorale, le taux de satisfaction des banques d'aliment bétail est de 10% contre 5% en 2019 ; les marchés à bétail 33% contre 26% en 2019, les cabinets vétérinaires ruraux 81% contre 88% en 2019 et les centres de collecte de lait 12% contre 19% en 2019.

Dans un élan d'amélioration de la gestion de l'ensemble des infrastructures, une convention de subside va être signée avec une structure d'intermédiation sociale qui assurera leur accompagnement et poursuivra leur mise en cohérence avec les textes légaux.

La mise en œuvre des activités pastorales et agropastorales contribue à l'amélioration des revenus des ménages qui se traduit notamment par une hausse de l'épargne. En 2020, le taux moyen des ménages ayant réalisé une épargne monétaire > 50 000FCFA est de 65% contre 57 % en 2019 en zone pastorale pour une cible de 50% et 63% contre 60% en zone agropastorale pour une cible de 25%.

En 2020, on note une hausse des taux d'épargne monétaire par rapport à 2019, ce qui s'explique notamment par une augmentation des productions tant animales qu'agricoles suite à de bonnes campagnes pastorales successives et à la prise en compte de l'épargne à domicile (thésaurisation). A cet effet, il faut noter que la thésaurisation constitue le moyen le plus utilisé en milieu paysan pour épargner le surplus des revenus afin de subvenir aux besoins d'achats alimentaires pendant la période de soudure et les évènements sociaux (mariages, baptêmes…). Les défaillances de gestion montrées par certaines IMF ont fortement entamé la confiance des populations.

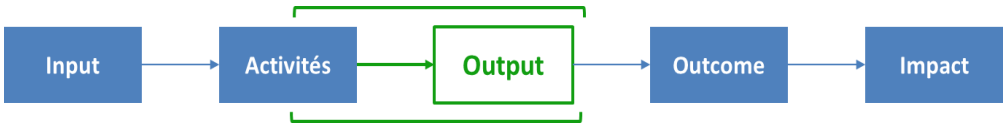
Ainsi l'épargne en banques est de 4% en zone pastorale contre 3% en zone agropastorale ; elle est de 13% à travers les IMF en zone pastorale contre 10% en zone agropastorale et à domicile 57% en zone pastorale contre 62% en zone agropastorale.

Par ailleurs, l'achat des moyens de production (équipements agricoles : bœufs de labour, charrues, charrettes asines) est aussi important dans la zone du projet.

Suite à la non disponibilité du rapport annuel au niveau national, les taux d'augmentation des productions animales (viande et lait) ont été calculés à partir des données des rapports de la Direction régionale des productions et des industries animales. En 2020, ces taux sont respectivement de 22,03% pour la viande et 5% pour le lait contre -15,96% pour la viande et 3,37% pour le lait en 2019.

On note une augmentation des productions de la viande et du lait par rapport à 2019. Cette hausse des productions de viande est aussi constatée au niveau des effectifs commercialisés et abattus (voir Résultat 4).

3.3 Performance de l'output 17



3.3.1 Progrès des indicateurs

Output 1 : Le rôle social et l'importance économique de l'élevage sont davantage pris en compte dans les stratégies de développement économique territorial					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**

[7] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Nombre de conflits fonciers pastoraux et agropastoraux enregistrés (statistiques) :	26	9	0	15	13
Accroissement de la contribution des communes dans les investissements liés au développement de l'élevage	ND	ND	ND	11,5%	25%
Nombre de système d'information, de base de données et cartographies numériques fonctionnels	1	1	1	2	2

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités *8*	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées *9*	En sérieux retard*10*
1. Elaborer un schéma d'aménagement pastoral dans un cadre participatif et inclusif		X		
2. Mettre à la disposition des décideurs locaux et de la région des informations utiles aux prises de décisions		X		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

En droite ligne des ateliers d'internalisation de l'intervention organisés en 2018 à l'endroit des Collectivités territoriales et des autres partenaires sur le terrain, appuyée par l'ADR, l'intervention a poursuivi les actions suivantes pour cheminer vers l'atteinte du résultat :

- L'animation des cadres de concertation (CLOCSAD) à la demande de l'administration locale et des collectivités territoriales ;
- L'appui aux collectivités territoriales pour une prise en compte de la mobilité des animaux dans l'aménagement pastoral et la gestion des conflits pastoraux ;
- L'amélioration du maillage des points d'eau et autres infrastructures d'élevage ;
- Le renforcement des capacités des services déconcentrés en vue de l'extension de la collecte des données du SISEP sur l'ensemble des agents des quatre cercles d'intervention.

A la demande des autorités des quatre (04) cercles (Kolokani, Dioïla, Banamba et Nara), le programme CEDI a appuyé la tenue et l'animation des CLOCSAD. La tenue de ces ateliers a permis d'une part, le partage de l'évolution des activités des

[9] Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

[10] Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

interventions (AREPK et LCIANK) sur le terrain afin d'un meilleur accompagnement des différents acteurs (CT, STD, OP et administration) et d'autre part, le renforcement de l'implication des collectivités dans la gestion des infrastructures d'élevage et des aménagements pastoraux réalisés. Ces cadres de concertation (CLOCSAD) servent de relais pour le rappel des dispositions légales en ce qui concerne le transfert des infrastructures de l'Etat aux Collectivités et la délégation de leur gestion aux organisations des usagers. C'est à cet effet, que les Collectivités ont senti l'importance de leur implication active dans la recherche des voies et moyens de la pérennisation de la gestion des investissements structurants au bénéfice des populations. En effet, elles affirment de manière unanime que l'élevage constitue la première ou la deuxième source de rentrées fiscales communales ; réconfortant ainsi l'importance socio-économique de l'élevage.

Au niveau des quatre cercles, l'ADR a apporté son appui au processus d'intégration des actions de l'intervention dans les PDESC. Plus particulièrement, dans les communes concernées par LCIANK, de concert, l'ADR et le SAP se sont attelés à soutenir le processus de rendre les PDESC sensibles à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La recherche d'une mobilité apaisée du bétail a fortement intéressé les collectivités. A cet effet, avec l'appui de l'ADR, l'intervention a identifié les conventions locales existantes pour la gestion des infrastructures communautaires et les pistes à bétail. C'est en droite ligne de cette activité, qu'en 2020 l'ADR et l'intervention ont tenu dans les quatre cercles d'intervention du projet des ateliers d'information et de sensibilisation sur l'importance et les enjeux du Schéma Pastoral dans le développement local. Il s'est agi d'expliquer le processus d'élaboration du Schéma d'Aménagement Pastoral en mettant l'accent sur les rôles et responsabilités des acteurs (dans ce processus) et de recueillir les attentes et attributions des collectivités territoriales en vue de se doter de schéma d'aménagement pastoral. Ces ateliers ont porté sur les points suivants :

- ✓ Contexte d'élaboration du schéma pastoral ;
- ✓ Concepts et quelques définitions de l'aménagement du territoire ;
- ✓ Outils techniques d'aménagement du territoire ;
- ✓ Fondements juridiques ;
- ✓ Importance et enjeux du Schéma Pastoral ;
- ✓ Etapes clés de la méthodologie d'élaboration du Schéma Pastoral ;
- ✓ Rôles et responsabilités des populations et catégories d'acteurs dans la conduite du processus d'élaboration du Schéma pastoral
- ✓ Dispositif institutionnel et technique d'élaboration du Schéma pastoral ;
- ✓ Coût estimatif d'élaboration d'un schéma.

L'inventaire a montré que quelques conventions locales existent autour des infrastructures d'élevage, mais ont besoin d'une part, d'une amélioration et, d'autre part d'un accompagnement vers des intercommunalités. En effet, il a été constaté sur le terrain que les questions liées à l'élevage, en termes de ressources naturelles, de contraintes et difficultés récurrentes, de typologie d'acteurs et d'opportunités sont des préoccupations communes aux collectivités territoriales. Ces éléments doivent servir de fondement à des initiatives de coopération/partenariat entre les différentes entités territoriales pour une meilleure définition des stratégies interterritoriales et une bonne articulation des actions.

A cet effet, les prémices de trois intercommunalités existent autour de la gestion des pistes de transhumance/commercialisation du bétail, des ressources naturelles, périmètres pastoraux et des conflits. Elles ont besoin d'une consolidation en termes d'organisation et missions.

Aux dires des maires des communes traversées par la piste de commercialisation du bétail Nara-Kolokani-Banamba-Kati draal, ils sont intéressés par la mise en place d'une intercommunalité pour la gestion de cette piste. Aussi, cette intercommunalité serait un jalon pour une extension à d'autres infrastructures/actions d'envergure supra-communale notamment les autres pistes de transhumance en cours d'inventaire et géoréférencement par la DRPIA. Un accent est mis sur les ressources naturelles et la transhumance car, cette dernière demeure parmi les principales sources de conflits entre agriculteurs et éleveurs.

En 2020, dans la zone d'intervention du projet, aucun conflit agropastoral n'a été enregistré par les CLOCSAD ; la valeur cible pour 2020 était de 20. C'est-à-dire que tous les conflits liés à des dégâts causés aux cultures par les troupeaux d'animaux ont été gérés à l'amiable au sein des comités locaux ad hoc ; ce qui dénote l'efficacité des mécanismes traditionnels de résolution des conflits agropastoraux.

Les processus en cours notamment la sensibilisation des collectivités territoriales sur l'importance des schémas d'aménagements pastoraux, la sécurisation des pistes de transhumance et/ou de commercialisation du bétail, la mise en place des intercommunalités etc….contribueront à une réduction des conflits fonciers. A cet effet, un atelier régional autour du processus de balisage de la piste de commercialisation du bétail Nara-Banamba-Kati draal, organisé à Koulikoro en novembre 2019, a suscité un vif intérêt des services techniques d'appuyer les collectivités en matière de sécurisation des mouvements des troupeaux. Ce qui a amené la DRPIA à conduire des missions d'inventaires des pistes de transhumance sur les quatre cercles.

Un marché public pour les travaux de balisage et de mise en place de trois points d'eau et gîtes d'étapes est attribué ; tandis que l'ADR poursuit l'élaboration d'une convention d'inter collectivité pour sa gestion. L'adoption de cette dernière se fera en atelier rassemblant les collectivités, les représentants des éleveurs, des services techniques et l'administration.

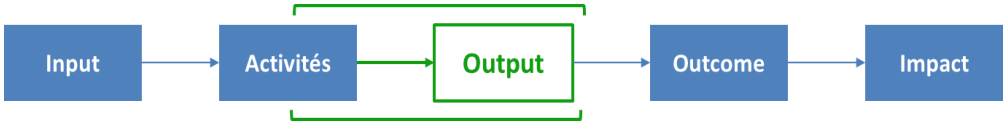
Alors que les communes affirment que l'élevage constitue la première ou la deuxième source de rentrées fiscales respectivement en zone pastorale et en zone agropastorale, en 2020, bien que les actions d'élevage ressortent dans les PDESC, aucune commune n'a mobilisé des fonds pour des investissements en matière d'élevage. Il faut noter que les communes ont des budgets tenus pendant qu'elles font face à de multiples besoins dans les domaines socioéconomiques de base telles la santé et l'éducation. Des volontés existent à l'instar du Maire de la commune de Fana qui affirme être en cours de rechercher de financements pour sécuriser (clôturer) l'ensemble du marché à bétail et de la banque d'aliment bétail mise en place par le projet.

L'intervention a poursuivi l'alimentation de son système d'information géographique (une base de données et de cartographie numérique) qui fonctionne avec le logiciel QSIS. Ce système facilite le géoréférencement des infrastructures à partir de leurs coordonnées géographiques (GPS). Il a été renforcé par le logiciel ODK Collect à travers tout le personnel AREPK et LCIANK et les agents de l'élevage. A cet effet, 32 agents de l'élevage ont été dotés de smartphones et formés sur la collecte des données mobiles

pour alimenter la base de données. Il est prévu de doter une carte de recharge à chaque agent pour l'envoi des données sur la base Kobo collect et le SISEP ; un désengagement progressif de l'intervention est prévu pour laisser la place à la DRPIA et à la DRSV pour la durabilité du système.

Les éleveurs et les commerçants de bétail continuent à recevoir les informations sur les prix du bétail sur les marchés locaux à partir des canaux habituels : radios locales et la télévision nationale. Ces données sont collectées par l'OMA qui a des antennes à travers tous les cercles de la région de Koulikoro.

3.4 Performance de l'output 211



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Les capacités des principaux acteurs et actrices intervenant dans le domaine de l'élevage sont améliorées					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Performance des deux directions (DRPIA et DRSV) dans l'accompagnement des CT et services locaux dans l'exercice de leurs fonctions régaliennes (score en fonction du taux de satisfaction des acteurs accompagnés)	1	2	3	3	4
Pourcentage d'infrastructures sous contrats de gestion déléguée assurée par les organisations des usagers	ND	66,67%	66,67%	60%	62,5%
Taux de fonctionnalité des sociétés coopératives du domaine de l'élevage accompagnées par l'intervention	40%	57,62%	59,98%	50%	60%
Pourcentage des femmes membres des organes de gestion des sociétés coopératives mixtes	5%	41%	54,48%	30%	30%

3.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités [12]	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées[13]	En sérieux retard[14]
1. Apporter un appui technique aux Collectivités Territoriales dans l'exercice de leurs compétences en matière d'élevage		X		
2. Appuis aux Services Techniques Déconcentrés en charge de l'élevage (DRPIA et DRSV) dans l'exercice de leurs missions		X		

[11] Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

[13] Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

[14] Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

3. Appuis à la Chambre Régionale d'Agriculture et à ses services déconcentrés à remplir ses missions		X		
4. Renforcer les capacités des organisations d'éleveurs		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Les collectivités territoriales sont chargées de promouvoir le développement économique, social, et culturel d'intérêt régional et local. À ce titre, elles ont notamment pour compétences : la conception, la programmation et le suivi des programmes de développement économique et des actions dans les domaines de la gestion des ressources naturelles et du développement du secteur rural. De façon spécifique elles sont appelées à exercer de nouvelles compétences qui leur sont dévolues dans le secteur de l'élevage conformément à la Loi d'Orientation Agricole, la Loi sur la Charte pastorale et au Décret 2015 /0543 du 06 août 2015.

Dans les faits, la plupart des collectivités territoriales n'ont pas encore internalisé toute l'étendue de ces nouvelles compétences qui leur sont dévolues dans le domaine de l'élevage.

Suite à des appuis de projets antérieurs, le processus de transfert des compétences est bien engagé, mais l'exercice des compétences spécifiques ci-dessus constitue encore un véritable défi.

Dans cet élan, l'intervention apporte un appui technique soutenu aux collectivités par le biais d'un cadre de partenariat avec l'ADR. Cet appui a permis l'intégration des actions de l'élevage dans les PDESC des communes concernées. A cet effet, au cours des ateliers d'auto-évaluation, l'ADR a noté à l'actif du projet « le renforcement des capacités des T en actualisant les PDESC avec le nouveau canevas (changement climatique, économie pastorale, planification sensible genre) ».

Par ailleurs, l'intervention a entamé le processus de recrutement d'une ONG d'intermédiation sociale pour un accompagnement des acteurs autour des infrastructures communautaires d'élevage. Une convention de subside a été conclue entre Enabel et le Groupe ODYSSEE, sa signature devrait intervenir incessamment. Cet accompagnement réconfortera les collectivités territoriales dans leur position d'obligataires de droits aux citoyens conformément à la Charte pastorale.

Aussi, l'intervention a poursuivi l'appui aux directions techniques du sous-secteur de l'élevage dans leurs rôles d'une part, d'appui technique aux collectivités territoriales et, d'autre part, d'appui/conseil aux éleveurs et autres acteurs de l'élevage. A cet effet, les performances des deux directions s'évaluent, au moyen d'enquêtes auprès des bénéficiaires, en termes de nombre de missions d'appui/conseil et de nombre de formations effectuées à l'endroit de leurs services locaux, aux collectivités et aux éleveurs. Les degrés de performance sont classés en score de 0 à 5 :< 10% donne le score 0 ; 10 à 24% donne le score 1 ; 25 à 49% donne le score 2 ; 50 à 74% donne le score 3 ; 75 à 99% donne le score 4 ; ≥ 100% donne le score 5.

Au cours de la période sous revue, la performance des deux directions techniques se situe entre 50 et 75%, selon les localités ; ce qui donne un score de 3.

Ce degré de performance est appréciable au regard des missions assignées à ces deux structures. Ce score est jugé « moyen », s'explique par plusieurs facteurs notamment les faibles moyens logistiques et l'insuffisance en ressources humaines en relation avec l'étendue du territoire et le nombre de postes à couvrir pour mener à bien leurs missions.

Hormis les résultats de ces enquêtes de satisfaction, les cadres et les agents de terrain de ces services techniques ont participé activement aux différentes missions et activités de l'intervention sur le terrain, chacun dans son domaine. A cet effet, il faudrait

signaler que la DRPIA vient de terminer un travail de qualité sur l'inventaire et le géoréférencement des pistes à bétail dans la région de Koulikoro. Ce travail vient en complément à l'étude de balisage de la piste de commercialisation du bétail Nara-Banamba-Kati draal qui était citée dans le DTF de AREPK.

Lors des ateliers d'auto-évaluation en juin 2020, les directeurs régionaux des deux services ont fait témoignages en ces termes sur les changements induits par les appuis du projet : les multiples formations ont permis aux agents d'être opérationnels sur le terrain auprès des bénéficiaires, la DRPIA/SLPIA est plus performante et plus visible auprès des éleveurs, la couverture vaccinale s'améliore grâce au renforcement des capacités des cabinets vétérinaires privés etc…

Les textes de la décentralisation stipulent que les infrastructures réalisées sur le territoire d'une collectivité, sont les propriétés de la collectivité. La collectivité peut déléguer la gestion aux organisations des usagers. C'est dans ce cadre que AREPK cherche à évaluer le pourcentage d'infrastructures d'élevage sous contrats de gestion déléguée assurée par les organisations des usagers. Il s'agit notamment des marchés à bétail, des aires d'abattage, des parcs de vaccination etc.

Les enquêtes ont relevé que ce sont les marchés à bétail qui sont presque tous en contrat de gestion formel entre les collectivités et les organisations des usagers. Ainsi, en 2020, le pourcentage des marchés à bétail dans la zone en contrat de gestion est de 66,67% comme en 2019 ; les bons exemples sont les marchés de Nara et de Kolokani.

Pour le marché à bétail construit à Koulikoro, le processus est lancé pour une mise en cohérence de sa future gestion avec les textes légaux.

Les autres infrastructures (parcs de vaccination, périmètres pastoraux) sont gérées par les usagers sans contrat formel entre eux et les collectivités ; quant aux aires d'abattage, elles sont directement gérées par les maries.

Le taux moyen de fonctionnalité des 24 OP enquêtées est de 59,9% en 2020 contre 57,62% en 2019. En 2020, en zone pastorale, le taux de fonctionnalité est de 67% contre 59% en 2019 et 60,3% contre 48,24% en zone agropastorale en 2019. Ainsi, dans l'ensemble, les taux moyens ont connu une légère hausse par rapport à 2019. Cette légère hausse peut être expliquée par les sensibilisations et les plaidoyers des différents partenaires (portant entre autres sur la vie associative, gestion administrative et financière pour améliorer la gouvernance des OP ; entrepreneuriat agricole pour optimiser la production et cultiver l'esprit d'entreprise).

Le pourcentage moyen des femmes membres des organes de gestion des OP mixtes de la zone d'intervention du projet est de 54,48% contre 41% en 2019. En zone pastorale, le taux de femmes membres des coopératives mixtes est de 60% contre 38% en 2019. En zone agropastorale, ce taux est de 51,3% contre 44,10% en 2019.

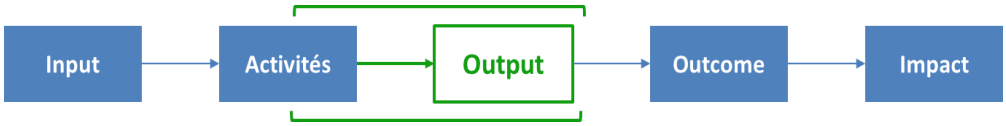
Le taux de femmes membres des organes de gestion des sociétés coopératives mixtes a connu une hausse par rapport à 2019. Cette hausse légère traduit un impact positif des sensibilisations et formations à l'endroit des OP. Aussi, faut-il le souligner, dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance, la plupart des OP ont procédé au renouvèlement des organes de gestion ; ce qui a permis un léger relèvement de la représentativité des femmes.

Au cours de la période sous revue, l'Intervention de Renforcement des Capacités (IRC) a mis en œuvre 20 plans de formations des structures et organisations bénéficiaires dont la CRA ; ce qui a permis un renforcement des capacités internes de la CRA, de la DRPIA et de la DRSV partenaires de AREPK.

A cet effet, le Secrétaire Général de la CRA déclare que « le plan de renforcement des capacités a facilité une meilleure prise de conscience des forces et faiblesses de la CRA : *synergies, capacités individuelles et capacités organisationnelles ; les sessions d'appropriation du protocole de collaboration AREPK/CRA, les activités de*

supervision au niveau terrain ont permis une meilleure visibilité de la CRA sur le terrain ; … ». Par ailleurs, ajoute-t-il : *« la participation de la CRA à la structuration des organisations d'élevage, l'entrepreneuriat rural, les formations des pôles d'entreprises (cadre entre acteurs des filières) données sur les espaces économiques partagés et les banques d'aliment bétail, les périmètres pastoraux et les centres de collecte de lait a permis d'investir la CRA dans son rôle d'accompagnement ».*

3.5 Performance de l'output 315



3.5.1 Progrès des indicateurs

Output 3 : La gestion collective des infrastructures de production, de transformation et de commercialisation est améliorée au profit des citoyennes et citoyens					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Nombre de jours d'exploitation des périmètres pastoraux en saison sèche	**90**	**210**	**227**	**240**	**240**
Superficie de parcours pastoraux brûlée /an au niveau des quatre cercles (diminution de 20% par an)	**200 000**	**30 108**	**1 187**	**120 000**	**80 000**
Quantités totales annuelles d'aliment bétail vendues par les BAB appuyées par l'intervention	**360**	**220,5**	**160**	**700**	**1 000**
Taux de couverture de la PPCB	**64%**	**52,28%**	**56,5%**	**85%**	**95%**
Taux de couverture de la PPR	**21%**	**18,25%**	**10,62%**	**30%**	**40%**
Taux de fonctionnalité des plateformes multifonctionnelles mises en place par l'intervention	**Nd**	**20%**	**ND**	**30%**	**50%**
Degré d'appréciation de la charge du travail de la femme	**59%**	**78,5%**	**62%**	**54,5%**	**50,5%**

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 16	État d'avancement Les activités sont :

[15] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

	En avance	Dans les délais	Retardées[17]	En sérieux retard[18]
1. Infrastructures et aménagements pastoraux	X			
2. Améliorer l'accès aux aliments bétail pour les éleveurs pastoraux		X		
3. Améliorer l'offre de services en matière de santé animale		X		
4. Mettre en place des plateformes multifonctionnelles afin d'alléger les tâches des femmes			X	

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

La formulation de l'intervention a mis un accent particulier sur un achèvement rapide des travaux d'infrastructures de consolidation des acquis dans le cercle de Nara. Au cours de l'année 2020, ces travaux de consolidation : le forage de Dialakoro et puits de Galo permettent une augmentation sensible des capacités d'exhaure, de stockage d'eau et d'abreuvement du bétail ; on y observe une augmentation du temps d'abreuvoir des animaux sur les deux périmètres pastoraux.
Le forage à PMH de Mourdiah améliore l'hygiène de l'aire d'abattage de la localité et pourvoit de l'eau potable aux populations humaines. En ce temps de crise sécuritaire, ce forage est devenu salutaire car a permis, à un moment de manque d'eau, le maintien sur place d'un détachement militaire pour la sécurité de la zone et de l'axe Mourdiah-Nara.
Les deux forages de Ker El Gagny prévus ont été réalisés avec succès ; les débits utiles sont de 16 et 26m3 rendant réalisable le souhait tant émis par la population et la Mairie de Nara de voir renforcées les capacités d'approvisionnement de la ville de Nara en eau potable afin de juguler les pénuries d'eau des mois les plus secs (mars à juin).
C'est dans le cadre de la synergie avec l'intervention PEPAK que la connexion de ces forages au réseau d'adduction d'eau de Nara sera prise en charge en 2021.

Les travaux relatifs à ces forages ont connu leur réception définitive en juillet 2020.

Le temps moyen d'exploitation des périmètres pastoraux en saison sèche a augmenté sensiblement, passant de 210 jours pour la campagne 2018-2019 à 227 jours pour la campagne 2019- 2020 grâce au suivi et accompagnement du projet et des services techniques en termes de renforcement des capacités et une bonne gestion des ressources par les sociétés coopératives pastorales.

Ce nombre varie entre 200 et 273 jours selon les ressources fourragères disponibles au niveau de chaque périmètre pastoral. Il s'agit des périmètres sur lesquels le projet intervient.

Lors des ateliers d'auto-évaluation de juin 2020, un représentant des sociétés coopératives pastorales note les changements suivants : « *accès à l'eau potable, abreuvement des animaux, diminution des feux de brousse ; lutte contre les feux de brousse par les communautés elles-mêmes ; sédentarisation des éleveurs autour des périmètres (22 ans)* ».

---

[17] Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

[18] Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

Selon les statistiques de la Direction Régionale des Eaux et Forêts (DREF), en 2020 le nombre d'ha de parcours brûlés est 1.187 ha pour 219 cas de feux de brousse déclarés dans les cercles de Kolokani, Kati, Dioïla, Kangaba et Koulikoro contre 30.108 ha pour 285 cas constatés en 2019. La valeur cible prévue était de 120 000ha ; ce qui indique une forte baisse. Les services déconcentrés de la DREF ont signifié qu'il n'y a pas eu beaucoup de cas de feux de brousse signalés en 2020 notamment grâce aux campagnes de sensibilisation et à la mise en place et l'équipement de brigades anti-feux de proximité dans les différentes localités.

Lors des ateliers d'auto-évaluation, un représentant de la DREF a signifié que *« les communautés ont compris que la lutte contre les feux de brousses est leur affaire avant d'être une affaire des institutions »*.

Il est important de souligner que, dans le cadre du partenariat entre DREF et AREPK, du petit matériel a été acquis pour équiper les brigades anti-feux ; cet équipement contribue au renforcement de leurs capacités d'intervention contre les feux de brousse.

Sachant que la valeur des fourrages diminue fortement avec l'avancée de la saison sèche, l'intervention soutient la mise en place et le fonctionnement des banques d'aliment bétail (BAB). Après évaluation des capacités organisationnelles des BAB existantes, il a été constaté que celles de Nara montrent un faible niveau de fonctionnement malgré la disponibilité d'un fonds de roulement. Ainsi, il a été privilégié un voyage d'étude et d'échange de la coordination des BAB de Nara avec les organisations autour des BAB des communes de Didiéni et de Sébékoro I (Toumanibougou) dans le cercle de Kolokani qui offrent de bons services aux membres. Les missionnaires de Nara avaient promis mettre en pratique les acquis afin que les résultats soient meilleurs dès la campagne 2020.

Sur une valeur cible de 700T, les quantités d'aliment bétail vendues par les BAB de Nara (80T) et de Kolokani (80T) sont de 160 T en 2020 contre 220,5T en 2019. Ceci montre que les BAB de Nara n'ont pas mis en application les acquis du voyage d'étude susmentionné.

Par ailleurs, le fonctionnement des BAB est quelque peu plombé par la subvention de l'aliment bétail par l'Etat qui exige un haut niveau d'organisation des éleveurs.

Ainsi, les causes du faible fonctionnement des BAB de Nara semblent diverses parmi lesquelles la non prise en compte d'une contribution des éleveurs dans la formation du fonds de démarrage serait en tête.

Aujourd'hui, ce facteur alimente les réflexions stratégiques pour un approvisionnement durable des 12 nouvelles BAB que l'intervention est en cours de mise en place en partenariat avec les collectivités et les organisations des éleveurs.

D'une manière globale, la couverture sanitaire du bétail au niveau régional demeure encore faible. En 2020, elle est respectivement de 56,5% contre 52,20% pour la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) et 10,62% contre 18,25% pour la Peste des Petits Ruminants (PPR) en 2019. Par le biais d'une convention de subside, CSF-B/ICD appuie les CVR pour une amélioration de leur capacité d'intervention sur le terrain notamment pour une augmentation sensible de la couverture vaccinale du bétail. Le DRSV note que *« la réalisation des parcs de vaccination a permis d'augmenter le nombre d'animaux vaccinés (efficacité, gain de temps) »*.

Dans cette perspective de rendre un service de santé vétérinaire de proximité, 04 cabinets vétérinaires ont connu leur extension (Toumanibougou, Madina Kagoro, Fana et Senou) à travers des cabinets secondaires.

D'une manière générale, les CVR affichent des chiffres d'affaires confortables ; tandis que 91% des éleveurs enquêtés sont satisfaits du service de proximité offert par les cabinets secondaires. Les moins non satisfaits notent la cherté des produits au niveau de ces cabinets secondaires.

En plus de CLOCSAD réguliers, au niveau chaque cercle, un cadre de concertation spécifique sur la santé animale a été tenu (171 participants au total). Il a permis une appropriation de la cartographie des acteurs de la santé et des perspectives du projet en matière de santé animale. Les recommandations les plus pertinentes formulées visent l'internalisation des textes réglementaires par les collectivités territoriales et les éleveurs ainsi que le renforcement du partenariat entre les CVR et les éleveurs pour un service de proximité réussi.

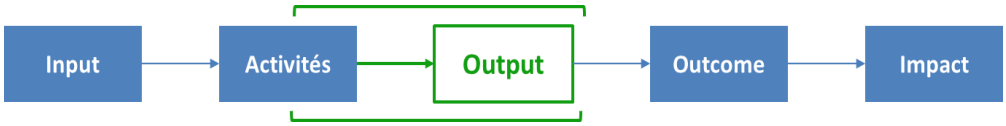
Ces recommandations sont :

- La rediffusion des messages de sensibilisation radiophonique à travers les radios ciblées en Bambara, Peulh, Soninké et Maure
- La reconduction des séances de sensibilisation des éleveurs sur la PPR ;
- Etendre la formation sur la législation sanitaire vétérinaire aux maires et éleveurs pour une plus grande connaissance des textes de lois régissant la santé animale par ces acteurs ;
- La facilitation de la mise en relation entre les coopératives d'éleveurs et les vétérinaires privés pour la diffusion du plan de prophylaxie et la définition des modalités de prise en charge.

A travers un cadre de partenariat avec la DRPFEF, la mise en place de trois plateformes multifonctionnelles pour alléger les tâches de la femme rurale poursuit son chemin et se situe à l'étape de lancement des CSC des travaux de construction et équipement. Dès lors, n'étant pas encore opérationnelles, leur taux de fonctionnement demeure encore non déterminé. Non plus, elles ne peuvent pas encore contribuer à la diminution de la charge de travail de la femme rurale qui, pour le moment s'avère toujours très élevée, à savoir 62% en 2020 contre 78,5% en 2019.

A l'analyse des résultats sur le terrain, il est démontré que la charge de travail de la femme rurale n'est pas uniquement liée aux travaux domestiques quotidiens (la corvée d'eau, la cuisine, le pilage du mil, la recherche du bois), elle intègre aussi celle des activités génératrices de revenus. En effet, en milieu paysan, la femme contribue beaucoup aux charges économiques du ménage. Ainsi la femme, en plus du champ familial, elle a son petit champ d'arachides ou de gombo et/ou son périmètre maraîcher ou alors, elle exerce un petit commerce informel. Ces activités constituent une source de revenus qui aide la femme à subvenir à ses besoins et à ceux des enfants (soins de santé, frais scolaires, trousseaux de mariage, …) et parfois du ménage des filles.

Performance de l'output 3[19]



3.5.4 Progrès des indicateurs

Output 4 : Les conditions de mise en marché des produits d'élevage, au travers de chaînes de valeur créatrices de valeur ajoutée et d'emplois, sont améliorées					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**

[19] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Nombre de systèmes d'information sur les prix du bétail appuyés	0	1	1	4	4
Quantité de bovins (tête) au niveau régional vendus	248 500	411 200	602196	260 000	270 000
Nombre de bovins exportés	26 855	10 183	28540	30 000	35 000
Nombre de chaines de valeurs renforcées	0	4	4	4	4
Nombre de tonnes de viandes issues des abattages contrôles	7 937	854,7	10 456, 315	8 500	11 000
Nombre de marchés à bétail aménagés/créés	0	0	8	9	9
Nombre d'unités de rôtisseries appuyés	0	0	0	20	20
Nombre d'unités de séchage de viande appuyés	0	0	0	4	4
Nombre de litres de lait transformé vendu au niveau des mini laiteries appuyées par l'intervention	0	5 045	140 569	10 000	15 000
Nombre de liens d'affaires (contrats) établis entre les OP et les opérateurs économiques	0	1	1	2	2
Nombre de centres d'incubation (centres de formation en entreprenariat) appuyés	0	2	2	2	2
Nombre d'entrepreneurs agropastoraux installés/équipés	0	20	20	4	8

3.5.5 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 20	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées[21]	En sérieux retard[22]
1. Améliorer la gestion des troupeaux à travers l'embouche		X		
2. Mettre en place un système de commercialisation des produits qui prendra en compte la chaîne de la collecte à la transformation du bétail/viande, sa distribution au consommateur et l'exportation vers les pays voisins		X		

[21] Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

[22] Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.du

3. Assurer la réhabilitation des marchés à bétail afin de favoriser des meilleures conditions d'échanges sur les marchés à bétail		X		
4. Améliorer la collecte, la conservation, la transformation et la distribution du lait et produits laitiers		X		
5. Promouvoir l'entrepreneuriat agropastoral dans les filières d'élevage		X		

3.5.6 Analyse des progrès réalisés

Aujourd'hui, l'Observatoire des Marchés Agricoles (OMA), sur appui du PRAPS, a acquis un serveur qui loge une base de données sur les produits agricoles et une autre sur les prix du bétail. Cette dernière est alimentée via deux canaux :

- Le système classique de collecte des données sur le prix du bétail selon les catégories et espèces. Cette collecte se réalise sur tous les marchés à bétail. Les données sont aussi disponibles au de la DNPIA.
- Le système d'information sur bétail (SIMB) dont les enquêteurs formés collectent les données uniquement sur 78 marchés choisis par le PRAPS. Les données sont disponibles sur le serveur.

Les données de l'OMA (sur les produits agricoles et bétail) sont diffusées sur les radios de proximité disséminées dans les différentes localités, y comprises celles de la région de Koulikoro, et la télévision nationale. Les éleveurs sont actuellement informés sur les prix des animaux et appréhendent les fluctuations saisonnières.

Pour la population, l'OMA se révèle performant et mieux adapté à leurs besoins et possède des agents formés à cet effet. Dès lors, toute amélioration pourrait passer par ce service et éviter des créations éphémères.

Des prospections sur les innovations ont été menées au niveau national et régional par l'intervention afin d'innover la diffusion de l'information via des canaux qui répondent mieux aux aspirations des bénéficiaires (les messageries par téléphone mobile…). Des propositions sont attendues dans le court terme.

La poursuite des appuis non financiers de proximité aux emboucheurs des cercles de Banamba, Dioila, Kolokani et Nara est une démarche permanente d'accompagnement des éleveurs-emboucheurs volontaires qui souhaitent moderniser leur exploitation afin de vivre décemment de leur métier.

Ces appuis de proximité du projet AREPK est un processus qui passe à travers la formation et le suivi rapproché des emboucheurs et de leurs organisations. Ce processus enregistre progressivement des changements de mentalité et de comportement permettant aux professionnels de la filière d'optimiser leur activité économique. L'accompagnement du projet les a permis de faire évoluer leurs pratiques techniques dans les domaines suivants : management (intensification, déparasitage, rationnement alimentaire, etc.) et financier (prévision budgétaire, maîtrise des dépenses, calcul de la rentabilité des activités, etc.). En somme, ces appuis ont permis de réduire considérablement les coûts de production chez les emboucheurs.

Dans une optique d'étendre l'encadrement sur l'ensemble des éleveurs-emboucheurs, l'approche champ-école paysan agropastoral est mise en œuvre. Aujourd'hui, 32 maitres-formateurs (dont 6 femmes) sont déployés sur le terrain, encadrent 270 facilitateurs (dont 126 femmes). Sur base de leur expérience, les experts champ-école partenaires, affirment que les marges bénéficiaires des emboucheurs encadrés vont

augmenter de 90 à 95% par rapport aux anciennes pratiques. Cela aura un impact socio-économique certain au niveau de chaque cercle.

Par le biais d'une recherche-action, deux liens d'affaires (clusters) sont identifiés dans le cercle de Fana et un est cours de mise en œuvre. Il s'agit d'une agrégation de deux organisations d'emboucheurs en lien avec une PME DISNEPAL de transformation de la viande bovine.

Le rapport annuel 2020 de la DRPIA note que pour la seule région de Koulikoro le nombre de bovins vendus est de 602.196 têtes contre 411.200 têtes dont 28.540 têtes ont été exportées contre 10.183 têtes vers les pays voisins en 2019. Le nombre de bovins vendus et celui des exportations ont largement dépassé les cibles respectives.

Au niveau de la région, la production cumulée de viandes contrôlées est de 10 456T contre 8 568T en 2019. La croissance continue de la population urbaine générera toujours une hausse de la demande en produits agricoles parmi lesquels figurent les produits animaux.

Pour soutenir la mise en marchés du bétail et des produits animaux, après des études de faisabilité ad hoc, l'intervention a entrepris d'une part, 07 chantiers de réhabilitation de marchés à bétail et, d'autre part 02 chantiers de création de nouveaux marchés à bétail.

Pour la réhabilitation, il s'agit d'une mise en bon état général des marchés à bétail avec ajout de box pour petits ruminants, branchement au réseau AEP et/ou réalisation d'un nouveau forage et si besoin, l'ajout d'autre infrastructures comme une aire d'abattage avec fosse d'incinération et de rejets des saisies de viandes, hangar pour négociants, blocs de latrines etc.

Les nouvelles créations intéressent la commune urbaine de Koulikoro (complexe de marché à bétail avec une aire d'abattage et une chambre froide pour la conservation de la viande non vendue sur la journée) et la commune rurale de Massantola (marché à bétail avec une aire d'abattage). Il faut noter que, sur chacun des deux sites, un magasin d'aliment bétail est en cours de construction afin que la vente d'aliment bétail soit un service de proximité.

Dans cet élan d'appui à la mise en marché de produits animaux, une étude de faisabilité a été réalisée pour la construction de onze (11) aires d'abattage couplées à onze (11) aire de séchage des cuirs et peaux, onze (11) boucheries et dix (10) rôtisseries et une autre étude a été conduite pour la réalisation de deux (2) unités de séchage de viande.

Pour la première étude, le coût estimatif pour la réalisation des travaux a largement dépassé la ligne budgétaire prévue. Il fallait dès lors un redimensionnement des travaux et un arbitrage interne pour le choix des travaux et des sites. Ce qui a permis de faire le choix, sur la base des critères établis en tête desquels la possibilité de création d'emplois ruraux. Le dossier définitif comporte trois (03) boucheries semi moderne à Didiéni (Kolokani), Dioïla et Ballé (Nara) ; 03 aires d'abattage couplées à 03 aires de séchage de cuirs et peaux dotées de bassins de lavage (Fana ville, N'Golobougou ville et Béléko ville) et de 02 rôtisseries (Didiéni ville et Nara ville). Les DAO sont élaborés.

Concernant la deuxième étude, deux unités de séchage de viande seront réalisées à Nara et Banamba, les DAO ont été élaborés.

Par le biais d'une convention de subside avec VSF-B/ICD, la collecte, la transformation et la commercialisation du lait est en cours d'appui. A cet effet, VSF-B/ICD a fait un état des lieux des bassins laitiers de la zone de couverture, a appuyé l'installation de deux centres de collecte de lait à Touba (Banamba) et Baninkole (Dioila ville) et renforce le fonctionnement d'autres centres de collecte (Markacoungo, Tingole et Fana). Pris ensemble, les six centres de collecte de lait de Nara et les autres centres de collecte appuyés par le projet, en 2020, la collecte et la transformation du lait a

concerné 248 506 litres de lait pour une cible de 10.000 litres seulement. En 2019, cette activité a porté sur 5045 litres ; indicateur relevé pour les seuls centres de collecte de Nara.

C'est donc dire que l'encadrement des nouveaux centres de collecte de Banamba et Dioila porte fruits au-delà des attentes en relation avec le dynamisme des collecteurs et de la dimension des bassins laitiers. A cet égard, le centre qui collecte le plus de lait est celui de Markacoungo avec 128.414 litres de lait en 2020.

Lors des ateliers d'auto-évaluation conduits en juin 2020, une des femmes organisées autour des centres de collecte de lait de Nara a témoigné en ce sens : « *Cette activité nous a permis d'acquérir des connaissances et nous disons bravo au projet qui est venu et a réussi à parler à des illettrées comme nous. Avant on ne faisait pas bouillir le lait mais aujourd'hui on a compris que le lait pasteurisé est meilleur pour la santé. Nous avons changé notre manière de mesurer le lait. Avec la collecte et la transformation du lait il y a disponibilité de yaourt au niveau local qui est bien consommé, ce qui n'était pas dans les habitudes alimentaires dans la zone. Nous avons de l'argent dans le compte de la coopérative et nous avons fait des ristournes de 25000 FCFA à chaque membre de la coopérative pour générer des AGR. Nous avons ajouté 3 hommes dans la coopérative pour pouvoir maitriser les techniques d'embouche des petits ruminants* ».

La nouvelle action d'implémentation des cultures fourragères dans les bassins laitiers de Fana/Dioila amplifiera les volumes de lait collecté et transformé d'une part, et facilitera l'établissement d'un lien d'affaires entre les centres de collecte et la nouvelle laiterie de PROFILAIT sur des volumes de lait significatifs.

L'intervention a entamé des sensibilisations et formations des acteurs des filières animales sur les thématiques : (i) entrepreneuriat agricole pour cultiver l'esprit d'entreprise, (ii) établissement de liens d'affaires pour implémenter une vision production orientée vers la satisfaction d'une demande du marché, et (iii) cadres de concertation/tables filières pour faciliter la mise en place de cadres de dialogue entre acteurs d'une même filière. Ces formations entamées dans le cercle de Fana/Dioila ont été étendues sur les autres cercles pour une cohérence d'action.

L'introduction de la race wassachiè, dans le cercle de Dioila, a entraîné une amélioration génétique (vitesse de croissance des sujets croisés), une augmentation de la production d'œufs, une amélioration de l'aviculture villageoise en termes d'habitat (adoption de poulaillers améliorés), d'alimentation de la volaille locale par la maitrise des techniques de préparation des asticots et termites, de santé par l'application d'un plan de prophylaxie adapté dans les localités bénéficiaires.

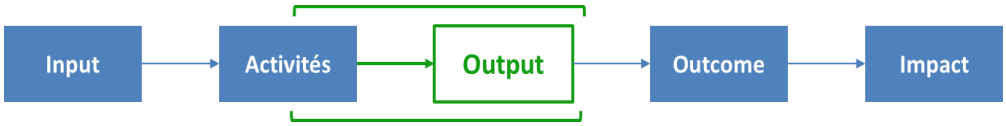
Avec la mise en œuvre d'une convention de subside avec l'APEJ, 20 jeunes entrepreneurs agropastoraux sélectionnés (14 hommes et 6 femmes) ont été installés (cinq jeunes par cercle) et ont reçu une formation en création d'entreprises (en quatre sessions) au terme de laquelle chaque jeune, ancré sur son terroir d'attache, a finalisé l'élaboration de son plan d'affaires. D'après ces jeunes, les différentes formations ont impactées positivement leur façon de mener leurs activités : pour les promoteurs de la vente d'aliment bétail, les formations les ont aidé à comprendre la plus-value des commandes en grandes quantités ; l'utilisation d'itinéraires techniques en alimentation animale a améliorée le professionnalisation des emboucheurs ; tandis que les techniques de découpe de la viande ont impacté les promoteurs de boucherie et la tannerie a amélioré la connaissance du cuir.

Au regard de leur dynamisme, l'IMF SORO YIRIWASO, grâce à son partenariat avec APEJ a octroyé une première tranche de financement aux 20 promoteurs d'entreprises agropastorales. Il s'agit d'une avancée significative en matière d'appui à l'auto-emploi des jeunes ruraux. Ces crédits sont remboursables afin de constituer un fonds revolving. Aujourd'hui, aux dires de ces promoteurs, ils sont sur une bonne voie de création d'autres emplois notamment pour leurs congénères.

Citant en exemple le promoteur de la vente d'aliment bétail de Kolokani, il a établi un climat de confiance avec un grand fournisseur à Bamako et ses commandes sont passé de 4 Tonnes à 20 Tonnes d'aliment. Du coup, il a diminué ses frais de transport et a augmenté sa marge bénéficiaire.

Au dire d'un Directeur de Département Entrepreneuriat Jeune, la mise en œuvre de cette convention de subside est devenue un modèle pour l'APEJ qui l'implémente déjà dans un nouveau projet en partenariat avec l'Etat malien et en cours de formulation.

3.6 Performance de l'output 323



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Un programme de recherche action permet de capitaliser les expériences et de développer des innovations pour le développement de l'élevage dans la région de Koulikoro					
Indicateurs	**Valeur de base**	**Valeur année précédente**	**Valeur année rapportage**	**Cible année rapport**	**Cible finale**
Nombre de business model conçus	0	1	1	2	2
Nombre de vaches zébu Maure couvertes chez les éleveurs sélectionneurs	1500	2295	3167	3000	3000
Nombre de taureaux améliorateurs introduits par les éleveurs sélectionneurs	70	97	137	140	140

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 24	État d'avancement Les activités sont :

[23] *Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires).*
En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

	En avance	Dans les délais	Retardées[25]	En sérieux retard[26]
1. Concevoir et mettre à échelle des modèles reproductibles sur la base de capitalisation d'expériences en matière de développement de l'élevage dans la région de Koulikoro		X		
2. Valoriser les innovations des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) pour proposer des solutions adaptées aux éleveurs			X	
3. Assurer le suivi environnemental et des changements climatiques en zone pastorale		X		
4. Mener une recherche action sur les dynamiques sociales et les droits humains dans le domaine de l'élevage en milieu pastoral et agropastoral		X		
5. Biodiversité et conservation génétique		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Par le bais d'un contrat de prestation de service avec le Bureau ACK international, l'intervention poursuit la réalisation d'une Recherche-Action participative sur l'approche chaines de valeur portées par de petites et moyennes entreprises de transformation et d'exportation des produits animaux. Il s'agit d'une co-construction de business model de mise en relation d'affaires entre des organisations de producteurs professionnels (producteurs répondant à un cahier de charges) et des PME (marchés) dans le cadre de la promotion des chaines de valeur. Des quatre chaines de valeur promues et soutenues par l'intervention, deux ont été identifiées pour l'établissement de business model : chaine de valeur viande bovine et chaine de valeur lait transformé.

Pour la première, il s'agit d'un cluster qui agrège deux coopératives d'emboucheurs (Kaoury Tal de Fana et environs et Diaoural de Fana) et les met en relation avec la PME DISNEPAL. Ce cluster est en phase a connu une phase test depuis novembre 2019 à juin 2020. Il s'est agi de confirmer l'effectivité des itinéraires techniques sur la finition des animaux dans un délai de 70 à 90 jours d'embouche, d'organiser le pesage des animaux et leur livraison avec un poids minimum de 300 kg. Les itinéraires techniques ont été confirmés : nourris à base d'ingrédients locaux, des animaux recrutés au poids de 250 kg ont atteint un poids moyen de 300kg en 70 jours ; soit un gain moyen quotidien se situant entre 800 et 1100 g.

Tenant compte de la réduction du marché visé par DISNEPAL, les livraisons initialement prévues à 100 têtes par mois, ont été redimensionnées à 15 têtes maximum par semaine. De février à juin 2020, un total de 71 têtes a été livrée pour un poids total de 26.551 Kg et un prix de vente de 26.551.000 FCFA (1000FCFA/Kg). A chaque

[25] Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

[26] Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

livraison, une somme correspondante est remise au représentant des éleveurs et qui la verse immédiatement dans le compte de leur coopérative ouvert à la BNDA.

Ce partenariat commercial a induit un certain nombre de changements significatifs à même de réconforter le professionnalisme des éleveurs dont :

- L'adoption d'itinéraires techniques qui réduisent le coût de revient par animal avec une amélioration de la marge bénéficiaire de l'emboucheur.
- L'acceptation de la pesée des animaux (estimation du poids à l'achat grâce au ruban zoo-métrique et pesée sur bascule lors de la vente).
- Une amélioration du professionnalisme des emboucheurs (prévisions des achats, rationnement correct des animaux, établissement de lien avec les cabinets vétérinaires de proximité pour le suivi des animaux à l'achat et pendant l'embouche etc.).
- La création d'un climat de confiance entre les coopératives d'embouche et la BNDA du fait de la maîtrise du circuit des paiements des animaux livrés.
- La participation des deux coopératives d'emboucheurs de Fana à la Foire Agricole du Mali, en novembre 2020 a été un succès. A l'issue d'une séance de présentation de leurs activités, l'IMF BAOBAB s'est déclarée disponible pour accompagner financièrement les deux coopératives.
- Au dire des présidents des deux coopératives, depuis la mise en relation, les deux coopératives enregistrent de nouvelles adhésions compte tenu des avantages en perspective : une vente certaine des animaux en ateliers, une vente en argent cash mettant le propriétaire à l'abris des incertitudes des commerçants et des intermédiaires, une possibilité de bénéficier de crédit bancaire ou d'une IMF pour augmenter le fonds de roulement et les capacités des ateliers à cause d'une certitude d'établissement d'un compte d'exploitation objectif etc.... au finish, les emboucheurs se sentent sur une voie de professionnalisation en répondant au cahier de charges de la PME.
- Chaque atelier créé 1 à 4 emplois temporaires pour des jeunes non qualifiés.

L'arrivée de la pandémie à covid-19 handicape l'épanouissement de ce lien d'affaires car le promoteur de DISNEPAL a ralenti les approvisionnements étant donné le rétrécissement de ses débouchés que constituent les sociétés minières du Mali qui ont fortement diminué leur personnel.

Pour la deuxième chaine de valeur, à savoir celle du lait transformé, le cluster identifié est toujours en phase d'initiation et agrègerait des centres de collecte de lait de Fana pour une mise en relation avec la laiterie de PROFILAIT en cours d'achement.

Les futures missions d'appui de ACK international se focaliseront entre autres sur la modalisation de ce lien potentiel.

La valorisation des NTIC s'est poursuivie par l'alimentation de la base de données des infrastructures ; elle sera amplifiée avec l'opérationnalisation de la collecte des données par les 32 agents des services déconcentrés des quatre cercles d'intervention pour alimenter le dispositif de statiques et de suivi évaluation du MAEP.

Un cadre de partenariat avec l'AEDD a abouti à la mise en œuvre de deux marchés publics (i) réalisation de la situation actuelle du pastoralisme et de l'agropastoralisme

dans la zone d'intervention et (ii) réalisation d'une recherche-action et étude sur l'impact des changements sur les pasteurs et le fonctionnement de la cellule familiale dans la zone d'intervention.

Les études révèlent que les pasteurs et les agropasteurs perçoivent les manifestations des changements climatiques ainsi que ses effets sur les ressources agropastorales. Pour la première, les principales conclusions sont les suivantes :

Les conditions climatiques affectent négativement les ressources et les moyens de subsistance des pasteurs et agropasteurs et accentue la situation de pauvreté des ménages pasteurs et agropasteurs. Toute la zone d'étude est menacée par la sécheresse à cause de l'instabilité des pluies et leurs mauvaises répartition spatio-temporaire.

Cependant, le cercle de Dioïla, situé dans la zone climatique soudano guinéenne bénéficie globalement de potentialités agricoles du fait des vastes plaines, de nombreux bas-fonds aménageables et un important cheptel.

Les statistiques d'occupation des sols de la zone d'étude démontrent que les champs et les jachères occupent respectivement 63% pour le cercle de Dioïla, 53% pour le cercle de Kolokani, 59% pour le cercle de Banamba et 26% pour le cercle de Nara.

L'économie de la zone d'étude est largement dominée par les activités agropastorales dont vit l'ensemble de la population. Ces activités sont soutenues par des activités non agropastorales comme le commerce, l'artisanat et la migration.

Le modèle dominant est l'association agriculture / élevage. Il a été favorisé par le recours à des outils attelés et l'utilisation de bœufs pour la traction animale. L'agriculture, qui relève largement d'un mode de production domestique, est principalement orientée vers les cultures céréalières (mil, sorgho, maïs, niébé).

De manière générale, les infrastructures et équipements agropastoraux notamment les aménagements hydroagricoles et autres infrastructures pastorales sont aujourd'hui largement insuffisants pour couvrir les besoins.

Cette insuffisance des infrastructures et équipements touche aussi bien la production, la conservation et la commercialisation des produits agropastoraux dans tous les cercles de la région de Koulikoro.

Il est donc essentiel aujourd'hui que soient multipliés ces infrastructures et équipements agropastoraux afin de valoriser davantage les potentialités agropastorales de la région de Koulikoro.

L'analyse de l'état actuel de l'environnement notamment la situation actuelle met en exergue plusieurs défis et enjeux environnementaux mais aussi les potentialités dans la région de Koulikoro. En plus des changements climatiques qui sont le plus grand défi environnemental de l'heure, la région de Koulikoro est confrontée à un rythme accéléré de déforestation aux conséquences catastrophiques sur la biodiversité, un niveau alarmant des menaces sur les cours d'eau, l'érosion et l'appauvrissement des sols.

Pour la deuxième étude :

Le système agropastoral c'est-à-dire l'association des activités agricoles aux activités d'élevage par les ménages est en progression au détriment des systèmes purement

pastoraux. Il est de plus en plus rare de trouver des pasteurs qui ne pratiquent pas une certaine agriculture.

La dégradation des conditions climatiques affecte négativement les ressources et les moyens de subsistance des pasteurs et agropasteurs et accentue la situation de pauvreté des ménages pasteurs et agropasteurs.

Les ressources en eau sont particulièrement affectées avec la précarité dans l'approvisionnement en eau des populations et de leur bétails suite au tarissement des puits ou à l'augmentation de leurs profondeurs. Cette situation est due à la raréfaction des pluies.

Le système agropastoral c'est-à-dire l'association des activités agricoles aux activités d'élevage par les ménages est en progression au détriment des systèmes purement pastoraux. Il est de plus en plus rare de trouver des pasteurs qui ne pratiquent pas une certaine agriculture.

La dégradation des conditions climatiques affecte négativement les ressources et les moyens de subsistance des pasteurs et agropasteurs et accentue la situation de pauvreté des ménages pasteurs et agropasteurs.

Les ressources en eau sont particulièrement affectées avec la précarité dans l'approvisionnement en eau des populations et de leur bétail suite au tarissement des puits ou à l'augmentation de leurs profondeurs. Cette situation est due à la raréfaction des pluies.

Les premières conclusions de l'étude sur l'économie politique de l'élevage montrent que les liens et jeux de pouvoir entre les différents acteurs des chaines de valeur reposent fondamentalement sur le pouvoir de l'argent. Celui qui le possède tire mieux profit que les autres. Les producteurs sont les plus lésés du fait de leur faible niveau d'organisation, faible accès à l'information du marché et aux partenai1res d'appui.

La situation sécuritaire dans la commune de Guiré rend quasi impossible un suivi rapproché des troupeaux des éleveurs du programme de préservation/sélection du zébu Maure ; commune à l'Est du cercle et qui, jusqu'en 2018, abritait la majorité d'éleveurs sélectionneurs. Ainsi, pour garder une large base de sélection, le programme s'est orienté vers l'élargissement et l'extension de la base de sélection à de nouveaux éleveurs de Nara et du cercle de Kolokani. Au total 70 nouveaux éleveurs sélectionneurs volontaires ont été choisis et confirmés.

En 2020, au total 3167 vaches inscrites au programme constituent la base de sélection du zébu Maure alors qu'il était prévu l'atteinte de 3000 vaches pour 140 éleveurs sélectionneurs volontaires. Sans tenir compte des vaches des troupeaux de la commune de Guiré, l'objectif de 3000 têtes de vaches est largement atteint (105%).

Le nombre de taureaux améliorateurs non consanguins disponibles est de 137 ; il est attendu l'introduction 3 autres nouveaux taureaux pour renouveler ceux des nouveaux adhérents qui ne répondent pas aux critères.

Lors des ateliers d'auto-évaluation, un éleveur sélectionneur a rendu le témoignage suivant : « … nous avons vu quand-même les retombées de la sélection car la production de lait a augmenté de 3 à 5-8 litres/jour et les veaux issus de la sélection ont une très bonne valeur marchande, un taurillon pur-sang de 2 ans a une valeur marchande de 230 000 FCFA sans embouche ».

Ce programme de sélection/préservation du zébu Maure se révèle être pourvoyeur d'emplois. Evaluée chez les 33 nouveaux éleveurs sélectionneurs de Kolokani, la création d'emploi pastoral comme suit :

- Création de 130 emplois ruraux autour de la sélection pour la gestion du troupeau, dont 56 emplois permanents composés de (berger et manœuvre) et 74 saisonniers qui travaillent et sont payés par jour durant 4 mois de l'année d'Octobre à Janvier pour la collecte des résidus de récolte et fauchage de la paille.
- Le coût annuel du travail des 56 employés permanents chez 27 nouveaux ES (sur un total de 33 ES) de cette zone agropastorale s'élève à 13 134 000 FCFA avec un salaire qui varie entre 15 000 FCFA et 30 000 FCFA par mois et par personne.
- Le paiement en nature (préférentiellement en grain de mil) concerne 4 autres ES. Ce paiement est évalué à près de 1390 Kg dans l'année soit 15 kg à 20 kg par tête d'animal séjournant pendant toute la période hivernale avec le berger du village.
- Et enfin le reste, soit 2 nouveaux ES ne déboursent rien pour la gestion de leurs troupeaux, car tout est fait par les enfants, les frères ou d'autres membres de la famille.

Cette activité améliore sensiblement les revenus des éleveurs propriétaires de troupeau comme le démontre ces deux exemples pris sur deux éleveurs sélectionneurs de la commune de Nara :

- Un ancien ES du village de Daye dans la commune rurale de Nara a vendu 2 taurillons issus de la sélection à 1 150 000 FCFA ; ce qui fait 575 000 FCFA / tête. La valeur marchande des taurillons issus de la sélection double celle des animaux tout venant qui se vendent à environ 250 000 FCFA à âge égal.
- L'éleveur sélectionneur du cercle de Nara portant le code Na 1-1 est en cours de construire une maison en béton pour une valeur de 20 000 000 FCFA grâce à la vente de ses animaux issus de la sélection. Il a fait le déstockage pour rester avec ses vaches élites au nombre de 7 têtes ; ces dernières sont aussi entrain de faire des mises- bas.

4 Suivi budgétaire

	Budget	**Dépenses**				**Solde**	**Taux de déboursement à la fin de l'année 2020**
		Année 2017	**Année 2018**	**Année 2019**	**Année 2020**		
Total	**7 500 000**	**125 630**	**517 054**	**1 073 970**	**2 071 955**	**3 711 391**	**51%**
Output 1	412 182	-	58 603	96 052	126 153	131 374	**68%**
Output 2	230 218	-	20 510	43 536	50 949	115 223	**50%**
Output 3	1 790 851	-	31 043	179 866	399 096	1 180 846	**34%**
Output 4	2 380 585	4 011	56 455	355 324	771 084	1 193 711	**50%**
Output 5	1 098 903	-	28 673	135 164	456 518	478 548	**56%**

Réserve	259 933	-	-	-	-	259 933	**0%**
Moyens généraux	1 327 328	121 619	321 770	264 028	268 155	351 756	**74%**

Le taux d'exécution budgétaire de la programmation 2020 est de 94% (2 071 955 euros dépensés sur une prévision de 2 205 541 euros). Ce taux aurait pu être dépassé si certains marchés publics n'avaient pas connu des retards d'exécution par les entreprises prestataires des travaux de construction. Il s'agit des marchés relatifs (i) à la construction du marché à bétail de Massantola, (i) construction de Banques d'aliment bétail et (iii) réhabilitation de marchés à bétail. Par ailleurs, à cause de la pandémie à covid-19, une mission d'évaluation à mi-parcours initialement prévue en avril 2020 a été repoussée par deux fois et sera réalisée en 2021.

Cette bonne performance financière enregistrée au terme de l'année 2020 a amélioré sensiblement le taux d'absorption globale de l'intervention qui se situe à 51% ; mais au regard des engagements pris en 2020, le niveau de dépenses sera considérablement rehaussé en 2021. Afin de relever ce taux, la direction de l'intervention a organisé un atelier sur la finalisation des marchés publics à mettre en œuvre en 2021 ; ces marchés viennent en complément de ceux qui sont déjà en cours d'exécution.

5 Risques et problèmes

Au cours de la période sous revue, les problèmes majeurs sont relatifs au grand risque identifié lors de la formulation et qui libellé comme suit: "La dégradation de la situation sécuritaire au niveau de la région de Koulikoro peut limiter la capacité des équipes opérationnelles à intervenir sur le terrain ».

Ces problèmes majeurs se traduisent sur le terrain par des risques de bracages et d'enlèvements de véhicules et de personnes par des bandits et/ou par des terroristes. Ces deux groupes sont distincts: les bandits relèvent du vol habituel et sont souvent armés; tandis que les terroristes sont toujours armés et s'inscrivent dans le mouvement d'affaiblissement de l'Etat central. Les cercles de Nara et de Banamba sont les plus exposés à ces éléments du risque.

Pour gérer les éléments de ce grand risque, les mesures suivantes sont mises en oeuvre au niveau du programme bilatéral :

- seuls les déplacements de jour sont autorisés sur le terrain (ne jamais se déplacer à Nara et Banamba après 18h);
- le chef de mission doit annoncer son arrivée sur le terrain par messages sms ou appels aux responsables de l'intervention;
- formation du personnel sur les principes humanitaires et le comportement à prendre en cas d'insécurité sur le terrain;
- mise en place d'une plateforme whatsap pour partage de toute information utile;
- commande de trackeurs pour véhicules.

Du côté de l'Etat malien, des mesures fortes ont été prises; en plus du renforcement du dispositif de sécurité existant, il s'agit de:

- l'installation d'un campement militaire permanent à Mourdiah dans la commune de Niamana;
- la réalisation de patrouilles militaires régulières sur l'axe Nara-Kolokani et dans les villages reconnus insécures;
- l'installation d'un commissariat de police à Banamba.

Identification du risque ou problème			Analyse du risque ou problème			Traitement du risque ou problème			Suivi du risque ou problème	
Description du Risque	Periode d' identification	Catégorie	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Deadline	Progress	Status
La dégradation de la situation sécuritaire au niveau de la région de Koulikoro peut limiter la capacité des équipes opérationnelles à intervenir sur le terrain	01-12-16	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Renforcement des mesures sécuritaires sur le terrain par l'Etat	Etat	Permanent	Construction d'un commissariat de Police à Banamba et de deux campements militaires sur l'axe Kwala-Mourdiah	Terminé
									Patrouilles militaires permanentes sur l'axe Mourdiah-Nara	En cours
						Mettre en place les consignes et le plan de sécurité pour le programme Enabel/Koulikoro. Assurer une veille sécuritaire	IM	Permanent	Mise en œuvre des recommandations issues de la formation sur les mesures sécuritaires	En cours
						Assurer une gestion de l'intervention à distance en renforçant les relations de partenariat du Programme avec les organisations de la société civile et les institutions locales pour la réalisation des actions de proximité avec les populations	IM	Q3 2021	Mise œuvre des cadres de partenariat avec les services techniques et les organisations de la société civile	

Les catastrophes naturelles (sécheresses, inondations, invasions acridiennes, épizooties) peuvent entrainer des situations d'urgence qui inhibent les efforts de développement à long terme (croissance durable et inclusif)	01-12-16	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Soutenir les initiatives d'adaptation et d'atténuation des effets de changement climatique	ATN Pastoraliste	Q3 2021	Mise en œuvre d'une convention de subside avec ICRAF	En cours
						Réduire la vulnérabilité des ménages pastoraux à travers un meilleur accès aux facteurs de production (eau, pâturages, intrants, services de santé vétérinaires)	ATN Pastoraliste	Q4 2019	Les marchés des forages d'eau sont exécutés.	Terminé
							ATN GR	Q3 2021	Les marchés des autres infrastructures d'élevage sont en cours	En cours
						Appui au réseau de santé animale	IM	Q3 2021	Mise en œuvre de la convention de subside avec VSF-B	Terminé
La non appropriation des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de l'élevage peut affecter la qualité du partenariat public privé et la durabilité des investissements.	01-12-16	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Assurer le portage technique des actions du programme par les structures décentralisées/déconcentrées ;	IM	Q3 2021	Mise en œuvre des cadres de partenariat avec les services techniques; Appui à la révision des PDESC pour intégration des actions du projet; Appui à l'animation des CLOCSAD pour une appropriation des actions du projet par les STD, CT et populations;	En cours

						Mettre en œuvre des stratégies opérationnelles tenant compte des résultats d'analyses indépendantes sur les dynamiques sociales (économie politique).	IM	Q3 2021	Mise en œuvre de la convention de subside avec ODYSSEE notamment pour l'étude d'économie politique de l'élevage	
Une mauvaise justification des subsides par les organismes bénéficiaires à cause d'une faible capacité des partenaires à gérer les fonds selon les normes et procédures du Programme	01-12-16	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Apporter un appui/conseil systématique aux partenaires locaux pour une meilleure compréhension des normes et procédures de l'intervention et de la forme et qualité des pièces justificatives à produire	RAFI	juin-19	Mise à niveau des partenaires sur les procédures administratives et financières Enabel (Atelier de Fana : 20 et 21 mars 2018)	Terminé
						Choisir des modalités de mise en œuvre adaptées	RAFI	juin-19	Elaboration des cadres de partenariat avec les services étatiques et para étatiques; élaboration conventions de subsides avec des partenaires confirmés par une analyse organisationnelle (VSF-B, ODYSSEE et APEJ)	Terminé
						Former les partenaires sur les procédures	RAFI	déc-18	Former les agents des services financiers des services partenaires sur la présentation des pièces justificatives (atelier de Fana).	Terminé
						Prendre en compte les recommandations des audits	RAFI	Q3 2021	Audit prévu Q1 2020	Nouveau

Faute de coordination entre les PTF et le Gouvernement malien sur la prise en charge des coûts locaux peut faire arrêter la mise en œuvre des cadres de partenariat avec les services techniques et arrêter la réalisation des ateliers et missions avec les bénéficiaires et autorités administratives et les collectivités territoriales	01-12-19	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Large diffusion au niveau des partenaires régionaux après concertation des parties	RN	Q1-2021	Suspension momentannée de la procédure	Terminé

6 Synergies et complémentarités

Les deux interventions du programme sectoriel “croissance économique durable et inclusive”; à savoir AREPK et LCIANK, développent des relations de synergies et de complémentarités dans les domaines suivants:

- les deux interventions partagent un espace économique partagé commun, celui de Mourdiah-Didiéni et les investissements de l’une profitent aux bénéficiaires de l’autre ;
- l’antenne de l’intervention AREPK à Kolokani est logée dans les locaux de LCIANK ;
- le personnel de l’antenne AREPK à Kolokani participe à la planification opérationnelle conjointe trimestrielle entre les ONG, les collectivités, les services techniques et l’équipe opérationnelle LCIANK. Ceci permet aux uns et autres le partage des activités programmées, maitriser les interelations et planifier si nécessaire des déplacements conjoints sur le terrain;
- les deux interventions ont sollicité de manière conjointe l’ADR et la DRPSIAP pour animer les cadres de concertation pour l’intégration de leurs actions sur le terrain dans les PDESC des communes de l’espace économique partagé ;
- les deux interventions partagent le processus d’intermédiation sociale et de maitrise d’ouvrage locale.

Les deux interventions ont des synergies et complémentarités avec l’intervention transversale de Renforcement des Capacités (IRC):

- IRC fournit aux autres interventions l’ingénierie de formations et des outils d’évaluation des formations;
- IRC a conduit le processus d’autoévaluation des services (au niveaux central et déconcentré), structures et organisations professionnelles partenaires des autres interventions et a éleboré des plans de renforcement des capacités adaptés (plans de formations);
- En collaboration avec les autres interventions, IRC conduit le processus de mise en oeuvre des plans de formations élaborés avec un accent sur les priorités identifiées par les structures partenaires et les interventions spécifiques;
- IRC octroie des bourses de stages et d’études pour des plans de développement individuel à des cadres des services (niveaux central et déconcentré), structures et organisations professionnelles partenaires des autres interventions;
- IRC réalise des voyages d’études pour un renforcment des capacités aux cadres et agents des services (niveaux central et déconcentré), structures et organisations professionnelles partenaires des autres interventions.
- IRC et AREPK partagent une même convention de subside avec ICRAF relatif à une : « recherche/action/formation sur l’agriculture climato-intelligente, agroforesterie et promotion des cultures fourrageres ».
- IRC a conduit une formation des femmes organisées autour des centres de collecte de lait sur la fabrication de formages sahéliens. Cette formation se révèle d’un intérêt particulier pour les femmes transformatrices de lait encadrées par AREPK.
- IRC a conduit une formation des éleveurs laitiers sur la préparation des vaches à l’insémination artificielle.
- IRC a organisé la première Foire du Numérique à Koulikoro. L’intervention AREPK et ses partenaires ont identifié un certain nombre d’applications numériques qui facilitent et/ou

sécurisent les actions d'élevage à l'instar d'un collier pour lutter contre le vol du bétail et d'une puce qui donne des indications sur l'état physique de la vache en vue de son insémination artificielle.

L'Unité de coordination du programme assure la qualité de la mise en oeuvre et facilite le développement des liens des synergies et complémentarités entres les différentes interventions. Plus particulièrement pour l'intervention AREPK, la coordination a entre autre appuyé les actions suivantes:

- La formulation d'un nouveau projet de Recherche et Innovation pour des Systèmes agro-pastoraux productifs, résilients et sains en Afrique de l'Ouest. Sur financement de l'Union Européenne, ce projet viendra renforcer les acquis de l'intervention actuelle tout en la mettant dans une cohérence d'action régionale.
- Le cadrage des missions internationales sur la réalisation d'une Recherche-Action participative sur l'approche chaines de valeur portées par de petites et moyennes entreprises de transformation et d'exportation des produits animaux
- L'identification des domaines de capitalisation pour une production potentielle de référenctielles de mise en oeuvre d'actions de développement spécifiques que maîtrise l'intervention AREPK.
- La planification de diverses missions notamment "l'évaluation à mi-parcours " et "backstopping".
- Le processus d'auto-évaluation et le rapportahge y relatif pour une cohérence au niveau du programme.
- L'établissement d'une convention de subside avec ODYSSEE pour un accompagnement de rapproché des collectivités territoriales et les organisations des usagers des infrastructures communautaires d'élevage. Il s'agit d'une mise en application de la Charte pastorale et des autres textes reglémentaires sur la gestion déléguée de telles infrastructures. L'objectif recherché étant la pérennisation des services qu'offrent ces infrastructures aux pasteurs et agropasteurs.
- La promotion de l'entrepreneuriat agricole en relation avec l'APEJ. Faut-il le noter, la coordination y apporte un appui considérable étant donné le rôle d'exemples que devrait fournir les jeunes actiuellement appuyés, au sein de leurs terroires d'attache, pour une réelle promotion de l'auto-emploi en milieu rural.

L'intervention développe des synergies et complémentarités avec la nouvelle intervention PEPAK pour la valorisation des forages de Ker ElGagny à Nara et leur raccordement au réseau d'eau potable de la ville de Nara. Dans cet élan, les deux interventions dévepperont des synergies/complémentarités dans le domaine de l'hydraulique pastorale, hydraulique rurale et semi-urbaine.

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Les synergies entre AREPK et LCIANK dans leur partenariat avec ADR et DRPSIAP en matière d'animation des cadres de concertation afin que leurs investissements soient intégrés dans les PDESC des communces concernées génèrent également des économies d'échelle tout en contribuant à renforcer les compétences des collectivités territoriales et à les rendre plus aptes à offrir des services aux citoyens.

Les synergies et complémentarités avec IRC facilitent le processus de renforcement des capacités des services étatiques et paraétatiques, des organisations de la société civile et collectivités

territoriales. Ces structures acquièrent des compétences d'abord pour un développement organisationnel interne et ensuite pour devenir plus aptes à offrir des services aux citoyens.

Les appuis de la coordination contribuent à l'atteinte de la promotion des chaines de valeur avec un accent particulier sur la mise en relation des organisations de professionnels de l'élevage agrégées avec des PME de transformation de produits animaux. La réussite de ces liens d'affaires commerciaux constituera un changement profond dans la conduite des interventions par Enabel.

6.2 Avec les projets pour tiers

L'intervention pour tiers PAFHa appuie les chaines de valeur de la filière halieutique. Les principes fondamentaux de mise en place des cadres de concertation entre acteurs de la même filière sont les mêmes dans les domaines de l'élevage et de la pêche -pisciculture.

PAFHa a constaté l'utilisation de produits insecticides dans la conservation de poisson; tandis que AREPK a identifié l'utilisation de produits anabolisants dans les systèmes d'embouche ovine. Les deux interventions ont intérêt à mener des sensibilisations contre l'utilisation de ces types de produits dans le cadre de la protection sanitaire des aliments.

L'intervantion AREPK s'est inspirée du processus d'acquisition d'une chambre froide mis en oeuvre par PAFHa. Ainsi, la direction de AREPK a pris contact avec le concepteur et fournisseur de la chambre froide de PAFHa pour une étude similaire pour la conservation de la viande au profit des bouchers de la commune urbaine de Koulikoro.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Au cours de la période sous revue, l'intervention a cherché à établir des synergies et complémentarités avec d'autres interventions du domaine de l'élevage notamment:

- PRAPS et PDIRAAM pour une prise en compte des complémentarités sur les investissements structurants dans le cercle de Nara (périmètres pastoraux, banques d'aliment bétail, parcs de vaccination etc.).
- PADL-M, pour une prise en compte du crédit/financement et de l'appui/conseil aux organisations d'éleveurs en zone agropastorale;
- ONG Tonus et autres ONG internationales et nationales qui ont déjà travaillé sur le balisage des pistes de transhumance et/ou de commercialisation du bétail pour partage des expériences et recueil des facteurs de réussite.
- FIER, pour la promotion de l'accès des jeunes ruraux, femmes et hommes, à des opportunités d'insertion et d'emplois attractifs et rentables dans l'agriculture et les activités économiques connexes.
- Dans le domaine du pastoralisme, des échanges existent avec le Niger et ont permis la rédaction d'une proposition de projet soumise à l'Union européenne "climate relevant innovation et recherche agricole (Desira)".
- Les IMF BAOBAB et CAECE Jigiseme et la BNDA pour explorer les possibilités d'octroi de crédits aux emboucheurs; avec en tête, ceux de FANA qui sont en lien d'affaitres avec la PME DISNEPAL.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

L'intervention met un accent particulier sur l'adéquation entre la gestion des ressources naturelles et élevage. A cet effet, l'intervention appuie les collectivités territoriales pour (i) une prise en compte de l'aménagement pastoral et la gestion des ressources naturelles dans les stratégies de

développement local et, (ii) une internalisation des textes législatifs du domaine de l'élevage notamment ceux qui consacrent le transfert des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales et la délégation de la gestion des infrastructures publiques aux organisations des usagers.

Dans cet élan, appuyée par l'ADR, l'intervention a réalisé la recherche des conventions locales existantes sur la gestion des infrastructures et des pistes à bétail et a dégagé les voies pour cheminer vers des inter-collectivités. La première inter-collectivité identifiée est celle qui sera consacrée à la gestion de la piste à bétail Nara-Banamba-kati draal. De façon unanime, les collectivités territoriales concernées par cette piste ont demandé à l'ADR une proposition d'une inter-collectivité pour sa gestion durable. Par ailleurs, le marché des travaux a été attribué en fin d'année 2020.

Dans un élan de recherche de mécanismes pérennes de lutte contre les feux de brousse, la DREF a entamé une vaste campagne de sensibilisation des populations et de mise en place de brigades anti-feux. Du matériel a été acquis et acheminé sur le terrain pour renforcer les capacités d'intervention de ces brigades anti-feux. Dans les quatre cercles d'intervention projet, les Cantonnements des Eaux et Forêt ont réalisé l'identification des terres dégradées en vue de leur récupération.

L'intervention a signé un accord de partenariat avec l'Agence pour l'Environnement et le Développement Durable (AEDD) pour le suivi environnemental et des changements climatiques. Avec l'appui de l'AEDD, deux marchés de services ont été conduits (i) la situation actuelle du pastoralisme et de l'agropastoralisme en mettant l'accent sur une analyse des impacts potentiels de l'intervention sur l'environnement et proposition de mesures pour leur atténuation et (ii) une recherche-action aborde l'impact des changements climatiques sur les pasteurs et le fonctionnement de la cellule familiale.

En outre, les nouveaux investissements ont requis des études de faisabilité préalables incluant les études d'impact environnemental en respect aux textes législatifs et réglementaires du Mali. Des mesures de mitigation des risques environnementaux sont proposées et mises en œuvre.

La prise en compte de l'environnement dans la mise en œuvre de l'intervention est sous-tendue par des indicateurs qui sont renseignés dans la matrice de suivi&évaluation.

7.2 Genre

Au sein de l'énoncé de son objectif spécifique, l'intervention met l'accent sur le genre en mettant en exergue les vocables « hommes » et « femmes ». Ainsi, à travers la matrice de suivi&évaluation figurent des indicateurs pour le « genre ».

La promotion de la chaine de valeur « mouton embouché » constitue une action de développement de l'élevage très intéressante pour les femmes. Il a été constaté que les femmes font des ateliers d'embouche avec des effectifs plus réduits et d'une durée plus longue par rapport à ceux des hommes. Les femmes affirment rencontrer des problèmes d'écoulement de leurs productions. A cet effet, les études de faisabilité pour la réhabilitation et la création de nouveaux marchés à bétail ont privilégié l'ajout de box pour petits ruminants ; et cela pour favoriser la mise sur le marché des productions animales des femmes. En effet, le petit élevage dont les petits ruminants est reconnu l'apanage de la femme. Par ce biais, l'intervention contribuera à l'amélioration des revenus pour la femme rurale.

Les coopératives de femmes transformatrices de lait de Nara sont redynamisées pour une amélioration de leur rentabilité et durabilité. Par ailleurs, le renforcement de la fonctionnalité des centres de collecte dans les cercles de Banamba et Dioila favorisent aussi l'émergence des activités génératrices de revenus des femmes autour du lait.

Aussi, trois autres actions de renforcement des activités génératrices de revenus sont dédiées à la femme, il s'agit de (i) la mise en place des plateformes multifonctionnelles, (ii) l'introduction de

coqs de race Wassachè pour améliorer les performances des poulaillers de femmes avicultrices et (iii) la mise en place d'unités de séchage de viande.

En outre, l'intervention favorise l'amélioration de la représentativité de la femme au sein des organes de gestion des associations et coopératives afin qu'elle participe à la prise de décision.

A cet effet, selon les enquêtes de suivi&évaluation de l'intervention, le pourcentage moyen des femmes membres des organes de gestion des OP mixtes de la zone d'intervention est de 54,48% en 2020 contre 41% en 2019. Cette hausse légère traduit un impact positif des sensibilisations et formations à l'endroit des OP. Aussi, faut-il le souligner, dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance, la plupart des OP ont procédé au renouvèlement des organes de gestion ; ce qui a permis un léger relèvement de la représentativité des femmes.

A travers une action de promotion de l'entrepreneuriat agropastorale en partenariat avec APEJ, 08 femmes sur 20 jeunes sont en activité et engrangent de résultats probants qui augurent une durabilité.

7.3 Digitalisation

En matière de digitalisation, l'intervention valorise les acquis du projet précurseur (PRODEZEM). Ainsi, elle poursuit le géoréférencement des infrastructures d'élevage afin de produire des cartes thématiques à l'aide l'outil de cartographie QGIS. Par ailleurs, les études de faisabilité (i) du balisage de la piste à bétail Nara-Banamba-Kati draal et (ii) du balisage et immatriculation de 07 périmètres pastoraux du cercle de Nara ont produit des données géo référentielles et cartes thématiques.

Tous les agents de l'élevage des quatre cercles ont été formés sur l'utilisation de l'application ODK pour la collecte des données mobiles à partir des smartphones.

L'intervention ambitionne l'exploitation des informations sur les marchés à bétail recueillies à travers des systèmes nationaux afin de les rendre disponibles aux éleveurs de la région de Koulikoro via des canaux mieux adaptés. En effet, l'intervention a opté pour la promotion de quatre chaines de valeur des filières animales. Pour ce faire, la recherche des marchés porteurs est un facteur déterminant pour accroitre la plus-value des animaux et/ou des produits animaux. Dans ce processus, la connaissance des prix des animaux et/ou des produits animaux devient un enjeu important au niveau des différents acteurs des chaines de valeur. Ainsi, l'intervention a déjà conduit des explorations et a identifié deux systèmes qui récoltent les informations sur les prix du bétail sur les marchés nationaux : (ii) OMA : observatoire des marchés agricoles et (i) LMIS : Livestock Market Information System mis en place par l'Université de Michigan-USA et exploité par la DNPIA.

Organisée par l'IRC à Koulikoro en octobre 2020, une Foire numérique a montré l'existence d'applications à même de rendre services aux pasteurs et agropasteurs. L'intervention AREPK contribuera à les faire connaitre à ses bénéficiaires.

Par ailleurs, l'intervention va poursuivre son appui au système d'information des sous-secteurs de l'élevage et pêche (SISEP-Mali) qui, aujourd'hui devient peu opérationnel à cause des dysfonctionnements internes.

La prise en compte de la dimension digitalisation au sein de l'intervention est lisible à travers un certain nombre d'indicateurs de la matrice de suivi&évaluation.

7.4 Emplois décents

Dans les systèmes agricoles familiaux, le thème de l'emploi décent est difficilement abordable car fait référence à des standards internationaux dont la transposition se heurte à certaines pratiques du monde rural tels que le travail des enfants et la répartition du temps de travail au sein des ménages.

Au sein des ménages agricoles dont ceux des éleveurs, les tâches sont réparties en fonction des traditions et évoluent en fonction de la rentabilité des activités concernées. Les enfants aident les parents dans les tâches ménagères et assurent le gardiennage du petit élevage. Bien que accusés à tort de laisser les gros travaux à la femme, les hommes s'adonnent aux tâches qui sont physiquement les plus difficiles, assurent le gardiennage des troupeaux bovins et gouvernent la transhumance. Ils sont les premiers répondant des ménages tout en gardant un certain niveau de partage de décision avec les femmes.

Les revenus tirés des récoltes et de l'élevage familial sont gérés par l'homme ; par contre les revenus issus des activités génératrices de revenus de la femme demeurent sa propre propriété.

Dans l'ensemble, le travail agricole dont l'élevage rémunère la famille ; mais demeure parfois insuffisant pour satisfaire les besoins vitaux de base. A cet effet, la promotion des chaines de valeur porteuses devrait favoriser la création d'emplois agropastoraux, améliorer la professionnalisation des exploitations et des revenus afin que le travail familial subvienne aux besoins vitaux.

Le déploiement de l'approche champ-école paysan en embouche, l'établissement d'un lien d'affaires entre les OP d'embouche bovine de Fana et la PME Disnepal, l'extension du rayon d'action des CVR, la mise en place des mini laiteries de Toubacoura et de Dioïla, la promotion de l'entrepreneuriat à travers APEJ etc. … ont permis la création de nouveaux emplois pour des femmes et des hommes.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

Bien qu'encore à ses débuts, la mise en relation des organisations professionnelles d'embouche bovine de Fana constitue déjà un succès. Les effets majeurs observés sont: (i) cette mise en relation amène les producteurs individuels à plus de professionnalisme car étant appelés à répondre à un cahier des charges; et (ii) constitue une source d'émulation pour augmenter les productions au niveau individuel car chaque membre de l'organisation cherche à maximiser son profit.

Les cabinets vétérinaires ruraux (CVR) dans le cercle de Nara se révèlent être une contribution très appréciable de Enabel à l'amélioration de la couverture sanitaire du bétail dans un cercle qui est pourvoyeur d'animaux à plusieurs localités du pays et voire aux pays voisins, tel le Sénégal.

Cette expérience est étendue sur les autres trois cercles d'intervention avec comme focus, l'augmentation de la couverture sanitaire du bétail à travers une amélioration du fonctionnement des cabinets et une extension de leur rayon d'action; au besoin, via des cabinets secondaires.

L'établissement d'un lien d'affaires entre duex OP d'embouche de Fana et la PME Disnepal est un succès comme le témoigne un des membres : "*Le travail a réussi grâce à l'appui conseil des agents de AREPK. Au début, les emboucheurs étaient un peu réticents à la pesée mais avec le test ils ont compris et ils ont accepté ; ce qui a créé un grand engouement qui n'était pas dans les habitudes d'élevage dans le milieu. Le marché fonctionne et a créé un engouement d'adhésion des autres emboucheurs. « L'un des avantages de cette relation est que les emboucheurs vendent sur place et au comptant contrairement à avant où nous donnons nos animaux aux bouchers à crédits ».*

Au dire d'un Directeur de Département Entrepreneuriat Jeune, *l'action de promotion de l'entrepreneuriat agropastoral mise en œuvre par AREPK à travers une convention de subside avec APEJ est devenue un modèle pour l'APEJ même qui l'implémente déjà dans un nouveau projet en partenariat avec l'Etat malien et en cours de formulation.*

La collecte du lait par des femmes organisées autour des centres de collecte dans le cercle de Nara est fortement appréciée par la population, les autorités et d'autres acteurs. La production de yaourt constitue une innovation dans les pratiques alimentaires de la zone et son conditionnement en petits pots évite le gaspillage et répond bien à la demande sur le marché. Cette collecte de lait participe à la diversification des activités génératrices de revenus pour la femme rurale.

En zone agropastorale, l'encadrement des centres de collecte de la zone de Fana/Dioila a induit une augmentation sensible des quantités collectées.

Organisée par l'IRC au profit des femmes professionnelles dans la transformation du lait, une formation sur la fabrication de fromages sahéliens a connu du succès; sa réplication à d'autres femmes encadrées par AREPK est envisagée pour plus de résultats.

Les appuis aux collectivités territoriales pour l'organisation des sessions de CLOCSAD leur permettent de respecter l'un des principes fondamentaux de la décentralisation à s'avoir la tenue des réunions de CLOCSAD. Dans chacun des quatre cercles d'intervention, le responsable de l'administration central et le président de conseil de cercle se sont réjouis de la reprise des sessions de réunion de CLOCSAD avec l'ensemble des membres que désignent les textes de la décentralisation.

Les études de faisabilité du balisage de la piste de commercialisation de Nara-Banamba-Kati Draal ont donné 570 km dont 324 Km de pistes à baliser sur 11 tronçons et traversant 23 collectivités territoriales dont 18 communes et 05 conseils de cercles. Les différents échanges avec les collectivités ont abouti à une prise de décision par les élus de mettre en place une convention inter collectivité en vue de mieux sécuriser et gérer les infrastructures pastorales situées le long de la piste. Le long de cette piste de commercialisation de Nara-Banamba-Kati Draal sont localisés 09 marchés à bétail (Nara, Goumbou, Mourdiah, Bamadjougou, Banamba, Sirakoroba, Guélédo, Sirakorola, Katidraal) qui seront accessibles de façon apaisée en toute saison.

En cette année 2020, quatre ateliers de sensibilisation sur l'importance des schémas pastoraux (atelier par cercle) ont été réalisés. Les collectivités ont adhéré sur le principe de se doter d'un schéma d'aménagement pastoral au niveau cercle et commune pour une bonne gestion des ressources naturelles.

La tenue des bilans périodiques a renforcé la gestion des BAB, centres de collecte de lait et des périmètres pastoraux ; leurs comités de gestion ont amélioré leur perception du principe de redevabilité envers les membres et les collectivités territoriales. Les gestionnaires de ces infrastructures sont préparés à accepter la délégation de gestion avec les mairies concernées.

Les 20 jeunes volontaires formés sur les techniques de valorisation de la paille et qui ont bénéficié d'une visite d'échange à la ferme de production de semences de cultures fourragères à Dalabani (bougouni) ont testé les cultures fourragères dans leurs localités. Ils affichent un engouement pour les cultures fourragères ; et seraient de bons exemples dans leurs localités.

Environ 366 ha de terres dégradées ont été retenues pour récupération par la technique de pose de cordons pierreux dans les cercles de Banamba (157 ha), Dioïla (90 ha) et Kolokani (119 ha). La recherche et l'entreposage des pierres par les communautés dénotent de leur engagement à cette action de récupération des terres dégradées en vue d'améliorer la gestion des ressources naturelles.

La facilitation de relations avec les collectivités territoriales par l'ADR de Koulikoro est un succès pour toutes les parties. De par sa maitrise de l'appui institutionnel aux collectivités, l'ADR assure un lien fructueux entre celles -ci et l'intervention.

8.2 Les défis

La réussite du branchement des deux forages de Ker ElGagny au réseau d'eau potable de Nara reste encore un défis à relever. De par sa complexité, l'intervention PEPAK (dédiée à l'eau potable) contribuera à ce branchement.

L'accès des producteurs au crédit/financement demeure un défis dans un contexte de promotion de liens d'affaires commerciales win-win entre des producteurs agrégés et des PME de

transformation de produits animaux. L'intervention est en cours de recherche des voies et moyens pour faciliter l'accès des éleveurs au crédit campagne.

Une gestion durable des infrastructures publiques demeure également un défit majeur dans un contexte où les textes fondamentaux y relatifs semblent être ignorés et ou sont d'une application partielle. A cet effet, l'intervention va s'associer avec une ONG locale d'intermédiation sociale pour un accompagnement de proximité des acteurs de ces infrastructures (collectivités, service stechniques et organisations des usagers).

La gouvernance des organisations d'éleveurs demeure faible et très souvent ces organisations ne rendent pas des services à leurs membres. La clarification de leurs missions, l'amélioration de leur gouvernance et la structuration des tables filières et interprofessions dynamiques constituent encore un défis majeur dans une perspective de promotion de chaines de valeur porteuses des filières animales.

Alors que la mise en oeuvre d'un cluster viande bovine est sur une voie de réussite; le démarrage du cluster lait demeure un défis. Ce cluster agrégerait les centres de collecte de lait de Fana avec une laiterie de grande capacité construite et équipée sur fonds de l'Etat malien (PROFILAIT) à Kassela.

La lutte contre les feux de brousse demeure un défis majeur compte tenu des pratiques séculaires comme la chasse et le charbonnage.

La sécurisation des pistes de transhumance pour lutter contre les conflits fonciers constitue un défis notamment à cause : (i) d'une part, les tracés des pistes de transhumance sont, par endroit, obstrués par des activités agricoles et, d'autre part (ii) les coûts de sécurisation sont énormes et dépassent les capacités financières des communes.

L'intervention envisage une sensibilisation des Collectivités territoriales pour adhérer au processus de classement des pistes à bétail identifiées et géoréférencées pour les soustraire définitivement des appétits du front agricole. Aboutir à ce classement constitue un défi à relever à moyen et long termes.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	**Public cible**
Les organisations professionnelles d'éleveurs doivent participer à la constitution de fonds de roulement pour leurs actions spécifiques ; les appuis financiers de l'intervention viendraient en complément à leurs efforts propres (par exemple : fonds de roulement pour banques d'aliment bétail, fonds de roulement pour plateformes multifonctionnelles et.).	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales*
D'une manière générale, la gouvernance des organisations des usagers des infrastructures publiques est faible et les communes semblent peu intéressées par un suivi régulier de celles qui ne constituent pas une source de rentrées fiscales significatives (malgré les textes qui leur consacrent ce devoir).	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales, OP*
La mise en relation d'organisations de producteurs agrégées avec une MPE constitue un levier efficace pour d'une part, la professionnalisation des producteurs et d'autre part, pour une augmentation de leurs revenus.	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales, PTF's*

Le front agricole entame significativement les ressources naturelles et les couloirs de transhumance et commercialisation du bétail. Ainsi, il devient aujourd'hui nécessaire de procéder à la sécurisation/balisage voire même le classement des aménagements pastoraux et couloirs de transhumance/commercialisation du bétail.	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales, PTF's*
Les collectivités territoriales ont une volonté manifeste de se doter de schéma d'aménagement pastoral notamment pour une bonne gestion des ressources naturelles et juguler les conflits liés à leur usage.	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales, PTF's*
L'entrepreneuriat agropastoral peut être une voie de stabilisation de jeunes sur leurs terroirs d'attache pour autant qu'il cible des corps de métiers porteurs in situ.	*Siège Enabel, RR Enabel, Interventions, Collectivités territoriales, PTF's*

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Le déploiement du personnel de l'intervention a connu des changements édictés par une amélioration de la mise en œuvre des activités axée sur les résultats.

Il s'agit de :

- Redéploiement du personnel de l'antenne de Nara à Kolokani.

  Appuyée par une mission backstopping d'avril 2019, l'intervention a constaté que la mise en œuvre des marchés de consolidation des acquis du PRODEZEM dans le cercle de Nara tendent vers la fin. Par ailleurs, le contexte sécuritaire de Nara recommande une diminution de la fréquence des mouvements sur le terrain. Dès lors, il est devenu plus opportun de redéployer le personnel de cette antenne à Kolokani pour assurer plus de cohésion d'action dans la zone de concentration de l'intervention LCIANK ; à savoir l'espace économique partagé de Mourdiah-Didiéni.

  Le personnel de cette antenne continue à couvrir les antennes des cercles de Nara et de Kolokani.

- Création d'une antenne de Fana/Dioila.

  La mise en œuvre d'une recherche-action participative sur l'approche chaines de valeur portées par des petites et moyennes entreprises de transformation et d'exportation des produits animaux a produit un plan d'action pour la mise en place de deux clusters : (i) cluster de la chaine de valeur viande bovine et (ii) cluster de chaine de valeur lait transformé. Pour ces deux clusters, les organisations professionnelles à agréger pour une mise en relation de liens d'affaires avec une PME spécifique se trouvent à Fana, cercle de Dioila.

  Constatant la nécessité d'un accompagnement rapproché des OP ciblées, une antenne de Fana/Dioila a été créée. N'ayant pas encore un siège, faute de budget suffisant sur la ligne budgétaire ad hoc, cette antenne opère à Fana à partir de Koulikoro. Il s'agit d'un redéploiement du personnel existant : l'ATN promotion des chaines de valeur des filières

animales et l'ATN zooetchnicien. Ce dernier effectue des missions régulières à Nara pour l'encadrement des organisations de préservation et sélection du zébu Maure.

L'antenne de Fana/Dioila est installée de façon permanente à Fana après modification budgétaire et location effective d'un siège. Ce siège est partagée par AREPK et ICRAF qui met en œuvre une convention de subside de Enabel.

- Recrutement de nouvel Intervention officer promotion des filières animales basé à Koulikoro et couvrant le cercle de Banamba suite à une démission d'un ancien.

- Signature d'une convention de subside avec ICRAF sur l'agriculture climato-intelligente, agroforesterie et promotion des cultures fourragères.

  En début d'année 2020, Enabel a signé une convention de subside, pour le compte des interventions IRC et AREPK, une convention de subside comportant trois résultats.

  > R1 : Deux plateformes d'innovation (PI) multi-acteurs sur la thématique du changement climatique sont opérationnelles
  > R2 : les ressources humaines des services techniques déconcentrés de l'Etat, collectivités territoriales et organisations paysannes au niveau de deux bassins de production, maîtrisent les outils et approches d'agriculture climato-intelligente (ACI)
  > R 3 : Les compétences techniques des agropasteurs sont développées en matière de pratiques innovantes d'agroforesterie et de production fourragère

  Les deux premiers résultats intéressent l'IRC ; tandis que le troisième est sous la gouverne AREPK.

- Recrutement d'une ONG d'intermédiation sociale pour un accompagnement de proximité des actions et investissements structurants de AREPK dans les cercles de Nara, Kolokani, Banamba et Dioïla.

  A la lumière de cette mission backstopping d'avril 2019, il a été constaté la multiplicité et l'importance des investissements structurants existants et prévus dans la zone de l'intervention. Au regard du faible nombre du personnel d'encadrement de l'intervention et les besoins en appui/conseil aux différents acteurs de ces investissements pour leur gestion durable, la mission a recommandé le choix d'une ONG locale spécialisée en intermédiation sociale pour : (i) appui aux collectivités territoriales en maitrise d'ouvrage et (ii) appui/conseil aux organisations des usagers pour une internalisation des textes réglementaires et gestion durable.

  Selon la réglementation belge en la matière, un appel à proposition en deux temps a été lancé et le Groupe ODYSSEE a été identifié comme attributaire d'une convention de subside. Une modification budgétaire devant créer une ligne budgétaire dédiée à cette action a été approuvée par le Comité de pilotage. Le processus de signature du projet de convention de subside devrait aboutir en février 2021.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

	Décision				Action			Suivi	
N°	**Décision (D) / Recommandations ®**	**Periode d'identification (mmm.aa)**	**Source***	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Deadline**	**Avancement**	**Status**
1	Privilégier la mise en œuvre d'une stratégie d'appui au développement de la chaine de la valeur lait transformé dans les zones de forte production laitière afin d'améliorer les capacités de vente et collecte du lait	13-03-18	SMCL	Projet	Identification des zones de production laitière et de centres de collecte ; Renforcement des centres de collecte de lait existants, Mise en place de nouveaux centres de collecte de lait La collecte et la transformation seront bien organisées avec focus emplois durables	ATN Filières et VSF-B	Q3 2021	Mise en oeuvre de la convention de subside avec VSF-B qui a une longue expérience dans la région et qui prendra en charge l'ensemble des actions prévues (une étude a été réalisée par VSF-B/ICD et validée par l'équipe AREPK et les STD).	ONGOING
2	Accélérer le processus de réalisation d'une aire d'abattage couplée à un marché à bétail dans la commune de Koulikoro	13-03-18	SMCL	Projet	Prendre contact avec les autorités communales de Koulikoro pour le ciblage du site et réaliser les études de faisabilités pour la création de l'aire d'abattage couplée à un marché à bétail	Direction de l'intervention et ATN Filières	01-12-18	Au terme des études de faisabilité validées par la Mairie et ses partenaires, les travaux ont débuté le 15 juin 2020 pour une durée de 4 mois. Après réalisation, des travaux complémentaires s'avèrent nécessaires notamment autour de l'aire d'abattage.	ONGOING
3	Prendre contact avec les communes sur l'état des lieux des PDESC pour une prise en compte des réalisations de l'intervention dans leur planification et stratégie locales.	13-03-18	SMCL	Projet	Rendre compte aux communes sur l'état des lieux des PDESC pour la prise en compte des réalisations prévues par l'intervention	ATN Pastoraliste 2	01-12-19	Mise en œuvre d'un cadre de partenariat avec l'ADR pour appuyer les communes à la révision de leurs PDESC afin d'y intégrer les actions d'AREPK.	CLOSED

4	Compte tenu du nombre important d'activités planifiées, grâce au suivi opérationnel trimestriel, réaliser une revue de la pertinence de certaines activités pour une réorientation en temps réel	14-03-18	SMCL	Projet	Analyse de la pertinence des activités à travers la planification opérationnelle trimestrielle	Direction de l'intervention et ATN S/E	Q3 2021	Actualisation trimestrielle du MONOP et du PILOT.	ONGOING
5	Prendre en compte la consolidation des acquis du PRODEZEM pour assurer la durabilité des réalisations.	13-03-18	SMCL	Projet	Une équipe de l'AREPK sera installée à Nara pour consolidation des acquis du PRODEZEM Réalisation des investissements de consolidation prévus par le DTF	IM	mai-18	Etat de lieux des périmètres pastoraux, des banques d'aliments bétail et du programme de sélection Attribution des marchés des Investissements (forages, parcs de vaccination) de consolidation des actions du PRODEZEM.	CLOSED
6	Impliquer fortement les services techniques déconcentrés de l'Etat et les Collectivités territoriales dans le processus de réalisation, suivi et gestion des activités sur le terrain pour une approbation, internalisation et durabilité des acquis	13-03-18	SMCL	Projet	Elaboration et signature des cadres de partenariat avec les STD dans le cadre de la mise en œuvre des activités de l'intervention	IM	sept-21	Mise en œuvre des cadres de partenariat avec les STD	ONGOING
7	Capitaliser les efforts des services déconcentrés de l'Etat dans la contrepartie nationale dans l'accompagnement du programme	13-03-18	SMCL	Projet	Capitaliser les efforts de l'Etat dans le calcul du BSI et dans le rapportage annuel	Responsable National	Q3 2021	Inscription de l'intervention sur le BSI 2020. Les rapports financiers du BSI alimentent le rapportage annuel.	ONGOING
8	La matrice de suivi-évaluation étant constituée d'un nombre important d'indicateurs, il serait souhaitable de prévoir des évaluations périodes, une ou deux au cours de l'intervention, de la pertinence des indicateurs pour une adaptation de leur formulation et/ou leurs valeurs cibles.	13-03-18	SMCL	Projet	Prévoir une évaluation périodique de la pertinence des indicateurs pour une adaptation de leur formulation et/ou leurs valeurs cibles une ou deux fois au cours de l'intervention	Direction de l'intervention ATN S/E	Q3 2021	Planification de missions périodiques conjointes de collecte des données sur le terrain avec les services techniques (Octobre-Novembre).	ONGOING

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

a) Exiger une participation financière aux organisations bénéficiaires des infrastructures d'élevage qui ont besoin de constituer un fonds de roulement de départ (50% pour les banques d'aliment bétail ; négociable pour les plateformes multifonctionnelles pour alléger les tâches de la femme rurale)
En effet, à partir des expériences des BAB du cercle de Nara, il s'avère que la gestion de leurs fonds de roulement est peu efficace car les éleveurs n'y ont pas mis leurs contributions. Dès lors, ils considèrent ces fonds comme des donations qui peuvent s'effriter sans aucune responsabilité des gestionnaires et des usagers.
Pour la constitution de fonds de roulement pour les plateformes multifonctionnelles, les contributions des associations féminines bénéficiaires seront négociées au cours du processus d'ingénierie sociale ad hoc. Les associations féminines sont reconnues fidèles à leurs engagements.

b) Recruter une ONG d'intermédiation sociale pour un accompagnement de proximité aux organisations des usagers des infrastructures publiques du domaine de l'élevage pour une gestion durable.
Ceci tient au fait que la gouvernance des organisations des usagers des infrastructures publiques demeure encore faible alors que les populations ont besoin de leur offre de services pour une réelle promotion des chaines de valeur des filières animales. Par ailleurs les collectivités territoriales ont aussi besoin d'un accompagnement en matière de maitrise d'ouvrage locale.

c) Réalisation de travaux complémentaires au complexe de marché à bétail couplé avec une aire d'abattage pour la commune urbaine de Koulikoro.
Le Bureau ayant conçu ce complexe n'a pas pris en compte certains aménagements nécessaires pour le bon fonctionnement de l'ensemble du complexe. Par ailleurs, après les travaux, les professionnels de la filière bétail/viande se sont rendus compte de certains travaux de nature à augmenter la surface de travail au niveau de l'aire d'abattage.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Inciter les organisations bénéficiaires des nouvelles BAB à participer au cofinancement du fonds de roulement à hauteur de 50% au moins.	Intervention sur approbation de la SMCL	Q2-2021
Négocier la contribution au cofinancement du fond de roulement des plateformes multifonctionnelles avec les associations féminines bénéficiaires	DRPFEF, Intervention sur approbation de la SMCL	Q2-2021
Conduire une étude sur les produits vétérinaires de la contrefaçon utilisés dans l'alimentation et prophylaxie des animaux d'embouche. En effet, certains emboucheurs reconnaissent utiliser des anabolisants. Ainsi, il peut aussi être suspectée l'utilisation de produits rémanents.	Intervention sur approbation de la SMCL	Q2 2021
Mettre les balises en lieu et place des bornes des périmètres pastoraux pour plus de visibilité en prélude à leur immatriculation.	Intervention sur approbation de la SMCL	Q2-2021

Engager une procédure d'octroi direct de subsides à ICRAF pour la diffusion des plantes fourragères adaptées dans les bassins laitiers et d'embouche en zone agropastorale	Représentation Enabel, SMCL	Q1-2020
Compte tenu de leurs caractères innovants et instructifs, il y a nécessité de prévoir la capitalisation des résultats et enseignements tirés de la recherche-action sur les dynamiques sociales pour leur dissémination dans les interventions ultérieures de Enabel et d'autres partenaires.	Coordination du Programme	Q2-2021
Compte tenu de l'avancée du front agricole et de l'obstruction quasi permanente des couloirs d'accès du bétail aux ressources naturelles, il est nécessaire d'envisager un appui aux collectivités territoriales à la sécurisation/balisage et classement des aménagements pastoraux et couloirs d'accès du bétail à la ressource (pâturages, points d'eau, transhumance et commercialisation).	Représentation Enabel, SMCL	Q3-2021

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la PERTINENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	X			

1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?		
X	**A**	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
…	**B**	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.
…	**C**	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.
…	**D**	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?		
X	**A**	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
X	**B**	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		X			
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?					
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.			
X	**B**	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.			
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.			
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.			
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?					
X	**A**	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.			
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.			
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.			
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.			

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		

4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
X	**B**	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
X	**B**	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
X	**A**	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.

4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	**B**	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Inclure le cadre logique et/ou la théorie de changement mis à jour s'il/elle a connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois. Par changements importants, il faut comprendre : des changements intervenus dans la formulation de résultats, de nouveaux indicateurs, des indicateurs adaptés ou supprimés.

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Titre Output 1
Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ? La valorisation des chaines de valeur bétail/viande et lait permettent la création d'emplois.
Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? o Non X Oui o Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Non Si oui : lesquels ? (Éventuellement ToC modifiée en annexe)
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? o Décision 1 : Approbation d'un plan d'actions pour rendre opérationnelles les stratégies de développement des chaines de valeur porteuses pour l'économie locale de la région de Koulikoro..... o Justification Décision 1 : Améliorer la contribution de l'élevage à l'économie locale à travers le développement des chaines de valeur porteuses au sein des espaces économiques partagés. o Décision 2 : Approbation d'un plan d'action pour la mise en œuvre de deux clusters (viande bovine et lait) dans le cercle de Fana/Dioila. o Justification Décision 2 : Pour tester un business model de liens d'affaires win-win entre OPA et promoteurs de PME. o Décision 3 : Octroi d'une convention de subside à ICRAF. o Justification Décision 3 : pour implémenter les cultures fourragères chez les agropasteurs de la zone soudanienne (Dioila) en vue d'améliorer l'alimentation du bétail. o Décision 4 : Recrutement d'une ONG d'intermédiation sociale pour un accompagnement de proximité des collectivités territoriales et des usagers. o Justification Décision 4 : en vue de renforcer la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales et permettre une gestion durable des infrastructures d'élevage.
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? La mise en relation entre deux OP d'emboucheurs de Fana avec la PME Disnepal a suscité beaucoup d'engouement des parties prenantes : (i) les éleveurs emboucheurs ont compris que c'est un processus qui sécurise leurs revenus par une vente au comptant et sans intermédiaires, (ii) le promoteur de la PME a compris que c'est une manière de sécuriser sa source d'approvisionnement dans le temps (constance) et dans l'espace (traçabilité).
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? L'accès au crédit constitue encore une contrainte majeure pour les éleveurs emboucheurs
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ?

o Non X Oui Si oui, sous quelle forme ? Photos
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? X Non o Oui Si oui, sous quelle forme ?

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	A partir du 20 Avril 2020
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Juin 2021
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Une (Avril 2019)

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

10.6 Ressources en termes de communication

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling » ...). Indiquez également les documents, publications en lien avec l'apprentissage stratégique.

Au cours de la période sous revue, l'intervention a poursuivi l'alimentation de la base de données QGIS des infrastructures d'élevage.

Une vidéo a été produite par APEJ sur la relation AREPK et création d'emplois agropastoraux.

Une vidéo a été produite par la Chargée de communication de la Représentation Enabel sur le lien d'affaires entre deux OP d'emboucheurs de Fana et la PME Disnepal.

Une vidéo sur l'Elevage au Mali a été produite par un prestataire.